République Française
Département de l'Hérault
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VALLÉE DE L'HÉRAULT

~~~~~~

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE - Réunion du : lundi 27 janvier 2025

~~~~~~

PROGRAMME PLURIANNUEL D'INTERVENTION SUR LA MOSSON ET SES AFFLUENTS DOSSIERS RÉGLEMENTAIRES RELATIFS À LA DÉCLARATION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL.

Le Conseil communautaire de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault s'est réuni ce jour, lundi 27 janvier 2025 à 18h00 en Salle du Conseil Communautaire, sous la présidence de Monsieur Jean-François SOTO, Président de la communauté de communes. La convocation a été adressée le 16 janvier 2025.

Étaient présents ou représentés	M. Jean-François SOTO, M. Philippe SALASC, Mme Nicole MORERE, M. Ronny PONCE, M. Pierre AMALOU, M. Olivier SERVEL, Mme Christine DEBEAUCE, Mme Josette CUTANDA, M. Jean-Pierre PUGENS, Mme Béatrice FERNANDO, Mme Véronique NEIL, M. Pascal DELIEUZE, Mme Jocelyne KUZNIAK, M. David CABLAT, M. Jean-Pierre GABAUDAN, Mme Roxane MARC, M. Yannick VERNIERES, M. Henry MARTINEZ, Mme Christine SANCHEZ, M. Yves GUIRAUD, Mme Monique GIBERT, Mme Marie-Françoise NACHEZ, Mme Martine LABEUR, M. Philippe LASSALVY, M. Claude CARCELLER, Mme Marie-Agnès SIBERTIN-BLANC, Mme Martine BONNET, M. Jean-Pierre BERTOLINI, Mme Florence QUINONERO, M. Daniel JAUDON - M. Christelle AVIAT suppléant de M. Xavier PEYRAUD, M. Jean-Louis RANDON suppléant de M. Bernard GOUZIN, M. Pierre ANCIAN suppléant de M. Christian VILOING, M. Pascal THEVENIAUD suppléant de M. Gregory BRO, M. Bernard CAUMEIL suppléant de M. Daniel REQUIRAND.
Procurations	M. Jean-Claude CROS à M. David CABLAT, M. Anthony GARCIA à M. Jean-Pierre PUGENS, M. Robert SIEGEL à Mme Véronique NEIL, Mme Chantal DUMAS à Mme Roxane MARC, M. Jean-Marc ISURE à Mme Florence QUINONERO, Mme Marie-Hélène SANCHEZ à M. Olivier SERVEL, M. Marcel CHRISTOL à M. Philippe LASSALVY, M. Thibaut BARRAL à Mme Josette CUTANDA, Mme Valérie BOUYSSOU à M. Jean-Pierre BERTOLINI, M. Jean-Luc DARMANIN à Mme Monique GIBERT.
Excusés	M. José MARTINEZ.
Absents	M. Nicolas ROUSSARD, M. Laurent ILLUMINATI.

Quorum : *25* Secrétaire de séance : *Daniel JAUDON*	Présents : 35	Votants : 45	Pour : 45 Contre : 0 Abstention : 0 Ne prend pas part : 0

Agissant conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales et en particulier ses articles L 5214-1 et suivants et L 5211-6 alinéa 1.
Agissant conformément aux dispositions de son règlement intérieur.
VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier son article L 5214-16 ;
VU le Code de l'environnement et en particulier son article 211-7 ;
VU l'arrêté n°DDTM34-2020-11-11495 du 20 novembre 2020 déclarant d'intérêt général la mise en œuvre du programme pluriannuel d'intervention sur les cours d'eau du bassin versant du Lez ;
VU l'arrêté préfectoral n°2023-10-DRCL-0518 du 10 octobre 2023 fixant les derniers statuts en vigueur de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault ;
VU la délibération n°1527 du 18 septembre 2017 portant création du service « Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations » (GEMAPI), instaurant la taxe et créant le budget annexe ;
VU la délibération n°2088 du 21 octobre 2019 approuvant le programme pluriannuel d'intervention sur les cours d'eau du bassin versant du Lez ;
VU la délibération du conseil communautaire de la CCVH n°3171 en date du 25 septembre 2023 approuvant la stratégie GEMAPI ;
VU la délibération du conseil communautaire de la CCVH n°3234 en date du 27 novembre 2023 approuvant la feuille de route GEMAPI 2023-2028 ;
VU la délibération du conseil communautaire de la CCVH n°3648 en date du 18 novembre 2024 approuvant le positionnement de la CCVH quant à la gestion des cours d'eau situés sur le territoire dans le cadre de l'exercice de la compétence GEMAPI ;

CONSIDERANT que la compétence GEMAPI est définie par les items 1, 2, 5 et 8 de l'article L211-7 du code de l'environnement et que l'item 2 est rédigé comme suit : « *L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau* »,
CONSIDERANT que l'entretien de la Mosson et ses affluents situés sur le territoire de la CCVH est mis en œuvre, depuis 2020, dans le cadre du programme pluriannuel d'intervention sur les cours d'eau du bassin versant du Lez et fait l'objet d'une déclaration d'intérêt général par arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2020,

CONSIDERANT que cette déclaration d'intérêt général arrive à terme le 19 novembre 2025, et qu'il est en conséquence nécessaire pour en obtenir une nouvelle, de mettre à jour le programme pluriannuel d'entretien de la Mosson et ses affluents situés sur le territoire de la CCVH et de déposer les dossiers réglementaires inhérents pour instruction par les services de l'Etat (demande de déclaration d'intérêt général, déclaration Loi sur l'eau et évaluation des incidences Natura 2000),
CONSIDERANT que la mise à jour, afin de prévenir au mieux le risque inondation, revoit à la marge les fréquences d'intervention sur les cours d'eau concernés et intègre de nouveaux tronçons de cours d'eau en non intervention contrôlée,
CONSIDERANT que cette mise à jour se conforme au positionnement approuvé par le conseil communautaire, le 18 novembre 2024, quant à la gestion des cours d'eau situés sur le territoire,

Le Conseil communautaire de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault,
APRES EN AVOIR DELIBERE,
Le quorum étant atteint

DÉCIDE

à l'unanimité des suffrages exprimés,
- d'approuver le programme pluriannuel d'intervention (PPI) sur la Mosson et ses affluents situés sur le territoire de la CCVH tel que mis à jour, ci-annexé,
- d'approuver les dossiers réglementaires nécessaires au renouvellement de la déclaration d'intérêt de ce PPI, ci-annexés.

Transmission au Représentant de l'État N° 3718
Publication le 28/01/2025
DÉLIBÉRATION CERTIFIÉE EXÉCUTOIRE
Gignac, le 28/01/2025
Identifiant de l'acte : 034-243400694-20250127-20232-DE-1-1
Auteur de l'acte : Jean-François SOTO, Président de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault

Le Président de la communauté de communes



Jean-François SOTO

Secrétaire de séance



Daniel JAUDON

VALLÉE DE L'HÉRAULT
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
Service des eaux

Programme pluriannuel d'interventions sur la Mosson et ses affluents 2026-2030

Programme pluriannuel d'interventions approuvé par le conseil communautaire de la CCVH le XXXXX

Version 3 du 23/12/2024

Contact :
Lucie KERJEAN, Responsable GEMAPI
lucie.kerjean@cc-vallee-herault.fr
04 67 57 36 26

Table des matières

I. Contexte 4
a) Communauté de communes Vallée de l'Hérault 4
b) Cadre réglementaire en matière de gestion des milieux aquatiques 5
1) Directive Cadre sur l'eau 5
2) Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 6
3) Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) 7
4) Classement des cours d'eau au titre de l'article L214-17 du code de l'environnement 8
c) Cadre réglementaire en matière de prévention des inondations 9
1) Directive Inondations 9
2) Plan de gestion des risques inondation (PGRI) 10
3) Stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI) du bassin du Lez et de la Mosson 11
4) Programmes d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) 12
II. Territoire concerné 13
a) Réseau hydrographique 16
b) Risque inondation 18
c) Patrimoine naturel 20
1) Sites Natura 2000 20
2) Plans nationaux d'actions 22
3) Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique 24
4) Espaces boisés classés 26
III. Bilan de la mise en œuvre du précédent PPI de 2020 à 2024 28
a) Bilan financier 28
b) Description des actions réalisées 28
1) Cours d'eau concernés 28
2) Travaux réalisés 31
3) Modalités de réalisation 31
4) Bilan qualitatif des interventions menées 31
IV. Programme pluriannuel d'interventions 2026-2030 32
a) Diagnostic et fréquence d'entretien des cours d'eau 32
1) Diagnostic 32
2) Fréquences d'entretien 35
3) Interventions post-crue 37
4) Synthèse 37

b) Estimation financière du PPI 2026-2030 39
c) Description des interventions 39
Annexes - Cartes du PPI par commune 42

En 2019, un programme pluriannuel d'interventions (PPI) sur les cours d'eau du bassin versant du Lez a été élaboré par le Syndicat du Bassin du Lez (SYBLE). Les interventions prévues à ce PPI, sur le territoire de la CCVH, ont fait l'objet d'une déclaration d'intérêt général, pour une durée de 5 ans, par arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2020.
Sur le territoire de la CCVH, les interventions réalisées dans le cadre de ce PPI concernaient l'entretien de la Mosson et ses affluents.
De 2020 à 2023, ces interventions ont été réalisées dans le cadre d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage signée entre l'EPTB Lez et la CCVH, le 10 juillet 2020.
A partir du 1er janvier 2024, la CCVH a organisé ces interventions de manière autonome.
La déclaration d'intérêt général arrive à terme au 19 novembre 2025.
Afin de renouveler cette déclaration d'intérêt général, le programme pluriannuel d'interventions de la Mosson et ses affluents, sur le territoire de la CCVH, est mis à jour pour la période 2026-2030.

I. Contexte

a) Communauté de communes Vallée de l'Hérault

La Communauté de communes Vallée de l'Hérault (CCVH) regroupe les 28 communes du canton de Gignac. Sa population connaît une forte augmentation et s'élève aujourd'hui à plus de 41 000 habitants. Son territoire s'étend sur une superficie de 481 km² soit 8 % de la superficie du département.

La CCVH est compétente en matière de Gestion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations (GEMAPI) depuis le 1er janvier 2018. Cette compétence est définie aux items 1, 2, 5 et 8 de l'article L211-7 du code de l'environnement :

- *« 1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;*
- *2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;*
- *5° La défense contre les inondations et contre la mer ;*
- *8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines. »*

Les premières années de prise de cette compétence ont été dédiées au sein de la CCVH à :

- La création d'un budget annexe GEMAPI et la levée d'une taxe d'un montant moyen de 8.56€ par habitant par an,
- La réalisation d'interventions de rattrapage d'entretien sur l'Hérault et la Lergue,
- Le démarrage du rattrapage d'entretien sur les affluents de l'Hérault (finalisation fin 2025),
- La mise en œuvre d'actions d'entretien sur la Mosson et ses affluents.

La structuration de l'équipe en charge de la GEMAPI au sein de la CCVH a été réalisée sur ces premières années. Une équipe de deux personnes a été rattachée à la direction de l'eau, au sein du pôle aménagement et environnement.

A partir de 2021, il a été souhaité de diversifier les actions mises en œuvre et de les structurer à travers une stratégie dédiée à cette compétence et une feuille de route, pour sa mise en œuvre, sur la période 2023-2028. L'élaboration de ces documents s'est appuyée sur un diagnostic du territoire de la CCVH relatif aux thématiques liées directement ou indirectement à la gestion des milieux aquatiques et à la prévention des inondations. Dans chaque commune, un élu municipal référent GEMAPI a été

identifié. Les acteurs locaux, les élus référents GEMAPI et les maires du territoire ont été associés à l'élaboration de ces documents stratégiques à travers des ateliers de concertation.
La stratégie GEMAPI de la CCVH a été validée en conseil communautaire du 25 septembre 2023 et la feuille de route GEMAPI de la CCVH, pour la période 2023-2028, a été validée en conseil communautaire du 27 novembre 2024.

Concernant la mise en œuvre des différents items de la GEMAPI, définis à l'article L211-7 du code de l'environnement, la CCVH a acté dans sa stratégie le positionnement suivant :

- Transfert ou délégation de l'item 1 aux EPTB. Le transfert de l'item 1 de la GEMAPI à l'EPTB Fleuve Hérault est effectif depuis le 1er janvier 2024.
- Gestion en direct des items 2, 5 et 8.

Parmi les axes stratégiques retenus par les élus communautaires, il est à noter l'axe 1 : « *Gestion des milieux aquatiques dans un double objectif de préservation des fonctions écologiques et de prévention des inondations* ». Cet axe est décliné en objectifs opérationnels notamment la gestion des cours d'eau à travers le renouvellement et la mise en œuvre des programmes pluriannuels d'interventions.

Le programme pluriannuel d'interventions sur la Mosson et ses affluents, sur le territoire de la CCVH, s'inscrit dans cet axe stratégique et entre dans le cadre de l'item 2 de l'article L211-7 du code de l'environnement.

b) Cadre réglementaire en matière de gestion des milieux aquatiques

1) Directive Cadre sur l'eau

Cette directive, du 23 octobre 2000, fixe, pour les masses d'eau, les objectifs environnementaux suivants :

- L'objectif général d'atteinte du bon état des eaux,
- La non-dégradation pour les eaux superficielles et souterraines, la prévention et la limitation de l'introduction de polluants dans les eaux souterraines,
- La réduction progressive de la pollution due aux substances prioritaires, et selon les cas, la suppression progressive des émissions, rejets et pertes de substances dangereuses prioritaires dans les eaux de surface,
- Le respect des objectifs spécifiques des zones protégées, espaces faisant l'objet d'un engagement au titre d'autres directives.

Une masse d'eau est définie comme suit : « *Tout ou partie d'un cours d'eau ou d'un canal, un ou plusieurs aquifères, un plan d'eau (lac, étang, retenue), une lagune, une portion de zone côtière. Chacune des masses d'eau est homogène dans ses caractéristiques physiques, biologiques, physico-chimiques et son état.* »

Les critères d'évaluation du bon état des masses d'eau superficielles définis dans cette directive sont :

- **Évaluation de l'état chimique** : L'état chimique est déterminé en mesurant la concentration de 53 substances ou familles de substances dangereuses et dangereuses prioritaires (métaux lourds, pesticides, polluants industriels) dans le milieu aquatique. Si la concentration mesurée dans le milieu dépasse une valeur limite pour au moins une substance, alors la masse d'eau n'est pas en bon état chimique. Cette valeur limite, appelée norme de qualité environnementale (NQE), est définie de manière à protéger la santé humaine et l'environnement.

- **Évaluation de l'état écologique** : L'état écologique s'appuie sur une dizaine d'éléments de qualité biologique, physico-chimique et hydromorphologique qui doivent atteindre un niveau permettant un bon équilibre de l'écosystème. Ainsi, le bon état écologique des masses d'eau requiert non seulement une bonne qualité d'eau mais également un bon fonctionnement des milieux aquatiques.

2) Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)

Ces documents cadre ont été institués par la loi sur l'eau de 1992 et ont évolué avec la directive européenne cadre sur l'eau de 2000. Ils fixent pour 6 ans les orientations permettant d'atteindre le bon état des masses d'eau identifiées dans le cadre de la directive cadre sur l'eau. Le territoire de la CCVH est entièrement compris dans le SDAGE Rhône Méditerranée Corse.

Le SDAGE Rhône Méditerranée Corse 2022-2027 a été adopté par le comité de bassin le 25 septembre 2020 et approuvé par arrêté du Ministre de la Transition Ecologique et Solidaire en date du 21 mars 2022.

Les priorités identifiées dans le SDAGE 2022-2027 sur le bassin Rhône Méditerranée Corse sont listées et précisées ci-dessous quand ils sont en lien avec la thématique GEMAPI :

- **Lutter contre les déficits en eau dans un contexte de changement climatique**. Le bon fonctionnement et l'équilibre des cours d'eau sont liés à la quantité d'eau dans les cours d'eau,
- **Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses.** La qualité des milieux aquatiques implique de renforcer l'efficacité des actions de lutte contre les pollutions par les substances dangereuses.
- **Restaurer les cours d'eau et réduire le risque d'inondation.** La restauration du bon état des cours d'eau implique de travailler sur différents aspects : qualité et quantité d'eau, continuité des écoulements, morphologie du cours d'eau, équilibre sédimentaire, etc. Le bon état des cours d'eau permet aussi de bénéficier des services que rendent les milieux aquatiques : capacité épuratoire, frein aux écoulements, biodiversité… Le SDAGE priorise donc les actions de restauration des milieux aquatiques et de préservation des espaces de bon fonctionnement. Ce type d'actions permet aussi d'avoir un impact sur la réduction du risque. L'objectif posé par le SDAGE ici vise donc la réalisation d'actions conjointes de restauration des milieux aquatiques et de prévention des inondations en favorisant les solutions fondées sur la nature.
- **Préserver les milieux aquatiques, humides et la biodiversité.** Cet objectif est lié à la séquence éviter, réduire, compenser, en priorisant l'évitement des impacts des projets sur ces milieux.
- **Développer la concertation avec tous les acteurs et renforcer la gouvernance locale de l'eau.** Le SDAGE invite également à développer la participation citoyenne à l'élaboration des projets en lien avec les milieux aquatiques.
- **Renforcer la cohérence de l'aménagement du territoire avec les objectifs de gestion de l'eau.** Dans cette perspective, il est attendu que les projets d'aménagement du territoire et les documents d'urbanisme intègrent les orientations du SDAGE pour un développement compatible avec la qualité et la disponibilité de la ressource en eau. La limitation de l'imperméabilisation des sols, la protection des milieux aquatiques… sont des enjeux à intégrer aux documents d'urbanisme.

Le SDAGE se décline pour sa mise en œuvre par un programme de mesures territorialisées. Pour le territoire concerné par le présent PPI, seule la masse d'eau « Coulazou » fait l'objet de mesures à un horizon 2027, en lien avec la compétence GEMAPI, afin de répondre à la pression « Altération morphologique » :

- Obtenir la maîtrise foncière d'une zone humide,
- Réaliser une opération de restauration d'une zone humide.

La CCVH a lancé, dans ce contexte, une étude pour l'élaboration du plan de gestion des zones humides riveraines du Coulazou sur la commune de La Boissière.

→ Le présent PPI s'inscrit dans la priorité : Restaurer les cours d'eau et réduire le risque d'inondation.

3) Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE)

Les SAGE déclinent les objectifs du SDAGE au niveau des bassins versants locaux. Ils sont élaborés techniquement par les EPTB, portés politiquement par les commissions locales de l'eau (CLE) et approuvés par le préfet.

Les objectifs généraux et les dispositions, qu'ils fixent, visent la préservation des milieux aquatiques, des écosystèmes et des zones humides, la protection du patrimoine piscicole, la prévention des risques d'inondation, la préservation de la qualité de l'eau et la lutte contre les pollutions, la gestion durable de la ressource en eau…

Les décisions applicables dans le périmètre du SAGE, prises dans le domaine de l'eau par les autorités administratives, doivent être compatibles ou rendues compatibles avec le plan d'aménagement et de gestion durable du SAGE.

Le règlement et les documents cartographiques du SAGE sont opposables à toute personne publique ou privée pour l'exécution de toute installation, ouvrage, travaux ou activité mentionnés à l'article L214-2 du code de l'environnement, soit les projets soumis à une procédure d'autorisation ou de déclaration au titre de la Loi sur l'eau.

Les documents d'urbanisme (SCOT, PLU et cartes communales) doivent être compatibles ou rendus compatibles avec les objectifs définis par le SAGE.

LE SAGE du bassin versant du Lez a été approuvé par arrêté préfectoral le 15 janvier 2015.
Ses objectifs principaux sont :

- **Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques, des zones humides et de leurs écosystèmes pour garantir le maintien de la biodiversité et la qualité de l'eau** en intégrant la préservation des milieux aquatiques dans les documents d'urbanisme et projets d'aménagement, en définissant une stratégie d'intervention foncière pour la protection des milieux aquatiques et zones humides, par l'entretien des cours d'eau et ripisylves, la restauration du fonctionnement hydromorphologique des cours d'eau, la lutte contre les espèces exotiques envahissantes.
- **Concilier la gestion des risques d'inondation avec le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et humides,** en préservant les zones d'expansion de crues identifiées (voir carte en partie VI) dans les plans et projets d'aménagement et en développant la maîtrise foncière de ces zones, en améliorant la connaissance sur les risques, en développant la culture du risque.
- **Assurer l'équilibre quantitatif et le partage de la ressource naturelle entre les usages pour éviter les déséquilibres quantitatifs et garantir les débits biologiques.**
- **Reconquérir et préserver la qualité des eaux en prévenant la dégradation des milieux aquatiques et biologiques.**
- **Développer la gouvernance de l'eau sur le bassin versant.**

→ Le présent PPI s'inscrit dans les objectifs :

- **Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques, des zones humides et de leurs écosystèmes pour garantir le maintien de la biodiversité et la qualité de l'eau,**

- **Concilier la gestion des risques d'inondation avec le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et humides.**

4) Classement des cours d'eau au titre de l'article L214-17 du code de l'environnement

La Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 a réformé les classements de cours d'eau en les adaptant aux exigences de la Directive Cadre Européenne. Elle introduit deux nouveaux types de classement qui remplacent les anciens classements réglementaires (« cours d'eau réservés » et « cours d'eau classés à migrateurs »).
Les listes 1 et 2 des cours d'eau, classées au titre de l'article L 214-17 du Code de l'Environnement, ont été arrêtées par le préfet coordonnateur du bassin.

La liste 1

Cette liste est établie parmi les cours d'eau, portions de cours d'eau ou canaux :

- En très bon état écologique ;
- Nécessitant une protection complète des poissons migrateurs amphihalins ;
- Ou identifiés par le SDAGE comme jouant le rôle de réservoir biologique nécessaire au maintien ou à l'atteinte du Bon Etat écologique des cours d'eau d'un bassin versant.

Sur ces cours d'eau, aucune autorisation ou concession ne peut être accordée pour la construction de nouveaux ouvrages s'ils constituent un obstacle à la continuité écologique et ceci à partir de la date de la publication des listes.
L'effet du classement en liste 1 est immédiat pour les nouveaux ouvrages.
Il n'y a pas d'incidence immédiate pour les ouvrages existants. La loi rappelle que le renouvellement de la concession ou de l'autorisation des ouvrages existants, régulièrement installés sur ces cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux, sont subordonnés à des prescriptions permettant :

- De maintenir le très bon état écologique des eaux ;
- De maintenir ou d'atteindre le bon état écologique des cours d'eau d'un bassin versant ;
- D'assurer la protection des poissons migrateurs vivant alternativement en eau douce et en eau salée.

Sur la partie du bassin versant Lez-Mosson située sur le territoire de la CCVH, tout le linéaire de la Mosson est classé en Liste 1 au titre du L214-17, avec l'Anguille comme espèce à enjeux pour les grands migrateurs.

→ Le présent PPI ne prévoit pas d'actions qui puissent avoir un impact sur la continuité écologique.

La liste 2

Cette liste présente des cours d'eau, partie de cours d'eau ou canaux, pour lesquels il est nécessaire d'assurer le transport suffisant des sédiments et la circulation des poissons migrateurs (amphihalins ou non).
Sur le périmètre d'étude, aucun cours d'eau n'est concerné par le classement en liste 2.

c) Cadre réglementaire en matière de prévention des inondations

1) Directive Inondations

La directive relative à l'évaluation et la gestion des risques d'inondations, « Directive Inondations », du 23 octobre 2007 impose aux Etats membres de se fixer des objectifs de réduction des conséquences dommageables des inondations et d'évaluer les résultats obtenus.

Sa mise en œuvre suit les étapes suivantes et est renouvelée tous les 6 ans :

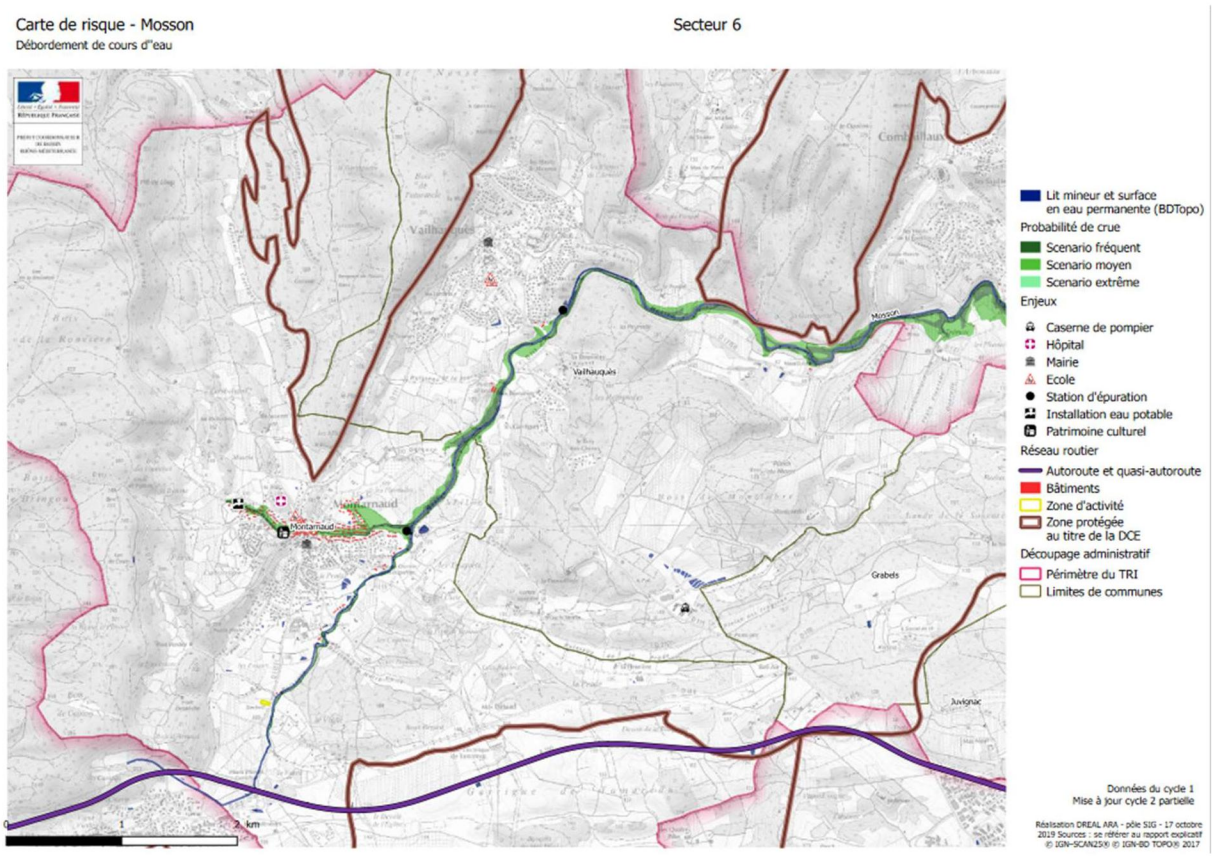
- État des lieux des risques connus et des enjeux exposés : « Évaluation préliminaire des Risques d'Inondation » (EPRI),
- Définition d'une géographie prioritaire d'intervention : les « Territoires à Risques Important d'inondation » (TRI),
- Élaboration d'une stratégie : le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) à l'échelle des bassins hydrographiques,
- Déclinaison de ces PGRI au niveau local par des Stratégies Locales de Gestion des Risques d'Inondation (SLGRI).

En complément de ces étapes de mise en œuvre, une stratégie nationale de gestion des risques d'inondation a été définie et identifie les objectifs et orientations stratégiques suivants :

- 3 grands objectifs, sur la base de l'EPRI nationale :
  - Augmenter la sécurité des populations exposées,
  - Stabiliser sur le court terme et réduire à moyen terme le coût des dommages potentiels liés aux inondations,
  - Raccourcir fortement le délai de retour à la normale des territoires sinistrés.
- Orientations stratégiques « défis » :
  - Développer la gouvernance pour mettre en œuvre tous les axes de la gestion des risques,
  - Réduire la vulnérabilité par un aménagement durable des territoires,
  - Mieux savoir pour mieux agir,
  - Gestion pérenne des ouvrages de protection,
  - Apprendre à vivre avec les inondations.

La mise en œuvre de la démarche prévue au titre de la directive inondation a conduit à l'identification de trois territoires à risque important d'inondation (TRI) sur le département de l'Hérault par arrêté préfectoral en date du 12 décembre 2012.

Le territoire de la CCVH est concerné par le TRI Montpellier-Lunel-Mauguio-Palavas-les-Flots, pour la commune de Montarnaud.



2) Plan de gestion des risques inondation (PGRI)

Le deuxième PGRI pour le bassin Rhône Méditerranée Corse a été arrêté par le préfet coordonnateur de bassin le 21 mars 2022 pour la période 2022-2027.

Ce PGRI fixent les objectifs qui s'appliquent à l'ensemble du district hydrographique :

- Grand objectif n°1 **: Mieux prendre en compte le risque dans l'aménagement et maîtriser le coût des dommages liés aux inondations.** Cela se déclinera par l'amélioration de la connaissance et la réduction de la vulnérabilité et par le respect des principes d'un aménagement du territoire intégrant les risques inondations,
- Grand objectif n°2 **: Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques**. La CCVH fait partie des secteurs prioritaires pour la mise en œuvre d'actions conjointes de restauration physique et de lutte contre les inondations. Ces secteurs ont été identifiés dans le cadre de la Stratégie d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau (SOCLE) du Bassin Rhône Méditerranée Corse de 2017,
- Grand objectif n°3 : **Améliorer la résilience des territoires exposés** en agissant sur la surveillance et la prévision, en apprenant à mieux vivre avec les inondations et en développant la conscience du risque des populations par la sensibilisation, le développement de la mémoire du risque et la diffusion de l'information,
- Grand objectif n°4 : **Organiser les acteurs et les compétences,**
- Grand objectif n°5 : **Développer les connaissances sur les phénomènes et les risques d'inondation**.

→ Le présent PPI s'inscrit dans l'objectif : Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.

Le PGRI énonce également les objectifs spécifiques à chaque stratégie locale de gestion des risques d'inondation.

3) Stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI) du bassin du Lez et de la Mosson

Approuvée par arrêté en date du 23 juin 2017, elles fixent les objectifs ci-dessous en lien avec la mise en œuvre de la GEMAPI :

- Pour le grand objectif 1 :
- « *Respecter les principes d'un aménagement du territoire intégrant les risques d'inondation* »,
- « *Mettre en œuvre la stratégie priorisée de réduction de vulnérabilité sur ce territoire* » en développant un programme de réduction de la vulnérabilité décliné selon les enjeux spécifiques (habitations, ERP, entreprises, activités…),
- « *Poursuivre la sensibilisation des acteurs de l'aménagement du territoire aux risques d'inondation* ».

- Pour le grand objectif 2 :
- 2.1 « *Préserver les capacités d'écoulement en améliorant le fonctionnement hydraulique général à l'échelle de sous-bassins versants* » en améliorant la situation en matière de ruissellement dans les zones agricoles, en pérennisant l'entretien de la ripisylve des cours d'eau, en améliorant le fonctionnement morphodynamique des cours d'eau, en remobilisant ou préservant les zones d'expansion de crue.

- Pour le grand objectif 3 :
- 3.5 « *Développer la conscience du risque des populations, en particulier des nouvelles populations, par la sensibilisation, le développement de la mémoire du risque et la diffusion de l'information* ».

- Pour le grand objectif 4 :
- 4.3 « *Accompagner la mise en place de la compétence GEMAPI* » en améliorant l'intégration de la gestion des risques d'inondation et de la gestion des milieux aquatiques à la politique d'aménagement du territoire, en assurant une cohérence des interventions à l'échelle du bassin versant et en maintenant la solidarité amont-aval acquise sur le bassin versant.
- 4.4 « *Poursuivre la sensibilisation des acteurs de l'aménagement du territoire aux risques d'inondation* »

- Pour le grand objectif 5
- 5.1 « *Développer la connaissance sur les risques d'inondation* »
- 5.2 « *Améliorer le partage de la connaissance sur la vulnérabilité du territoire actuelle et future* »

→ Le présent PPI s'inscrit dans l'objectif : Préserver les capacités d'écoulement en améliorant le fonctionnement hydraulique général à l'échelle de sous-bassins versants.

4) Programmes d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI)

Les PAPI visent à réduire les conséquences des inondations sur les territoires dans une approche globale du risque. Il s'agit de contractualisation entre l'Etat et les collectivités ou leurs groupements. A travers les PAPI, l'Etat s'engage aux financements des actions qui y sont inscrites.

Pour être labellisés PAPI par les services de l'Etat, ces programmes d'actions doivent respecter la démarche suivante : diagnostic précis du territoire, stratégie cohérente et partagée et programme d'actions adapté selon 7 axes d'intervention :

- Amélioration de la connaissance et de la conscience du risque,
- Surveillance, prévision des crues et des inondations,
- Alerte et gestion de crise,
- Prise en compte du risque d'inondation dans l'urbanisme,
- Réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens,
- Ralentissement des écoulements,
- Gestion des ouvrages de protection hydraulique.

Sur le territoire de la CCVH, chaque bassin versant est doté d'un PAPI labellisé ou en cours de labellisation par l'Etat et porté par l'EPTB.

Sur le bassin versant Lez-Mosson, après deux premiers PAPI sur les périodes 2007-2013 et 2015-2020, un troisième PAPI a été labellisé le 26 janvier 2022 pour la période 2022-2028.

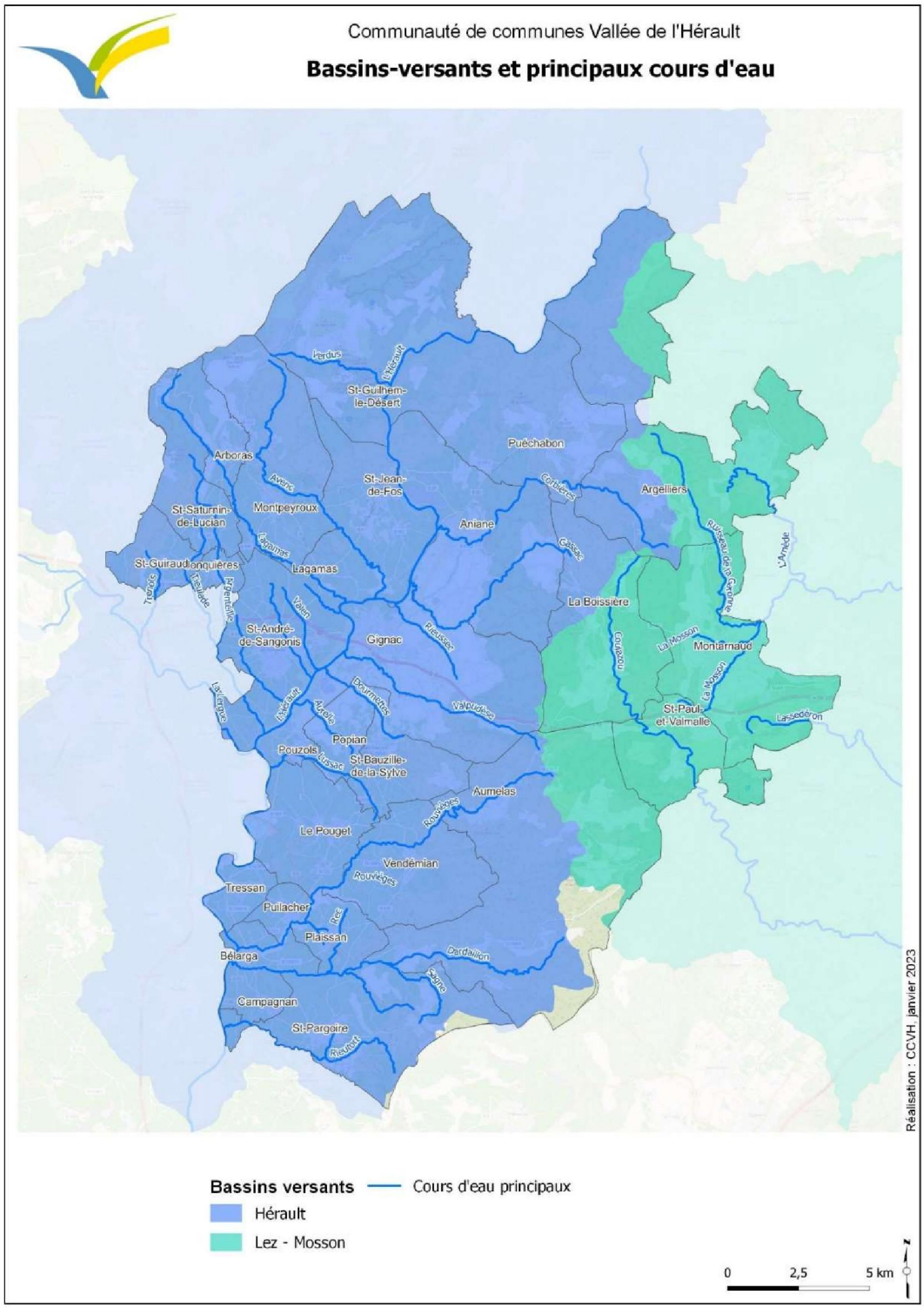
Ce PAPI 3 identifie 5 objectifs prioritaires :

- Renforcer la culture du risque,
- Apprendre à vivre avec les inondations et mieux gérer la crise,
- Améliorer la connaissance du risque et sa prise en compte dans l'aménagement,
- Façonner un territoire moins vulnérable et plus résilient,
- Protéger intelligemment les populations tout en respectant les fonctionnalités du milieu naturel.

→ Le présent PPI s'inscrit dans l'objectif prioritaire : Protéger intelligemment les populations tout en respectant les fonctionnalités du milieu naturel.

II. Territoire concerné

Le présent PPI concerne la partie du bassin versant du Lez et de la Mosson située sur le territoire de la CCVH.



Les communes concernées sont :

- Argelliers,
- La Boissière,
- Montarnaud,
- Saint-Paul-et-Valmalle.

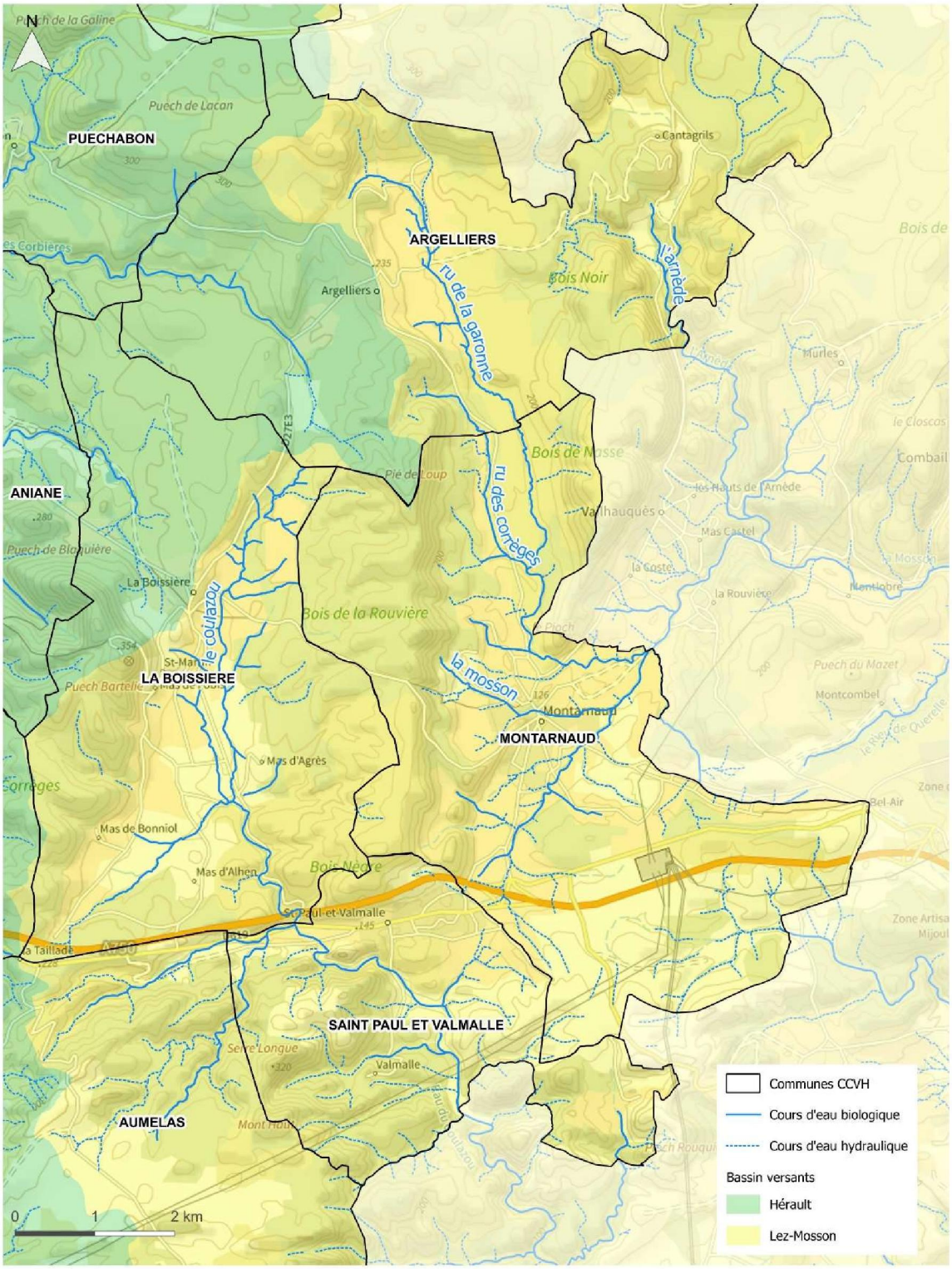
La commune d'Aumelas est également située en partie sur le bassin versant Lez-Mosson, mais aucun cours d'eau situé sur cette commune n'est intégré au présent PPI.

La principale commune est Montarnaud, située sur la Mosson, avec une population de 4 194 habitants, en 2023.
En 2023, les trois autres communes avaient une population de :

- 995 : Argelliers,
- 1 057 : La Boissière,
- 1 330 : Saint-Paul-et-Valmalle.

Programme pluriannuel d'intervention sur le bassin versant de la Mosson pour la période 2026-2030

Carte 01 Bassin versant de la Mosson



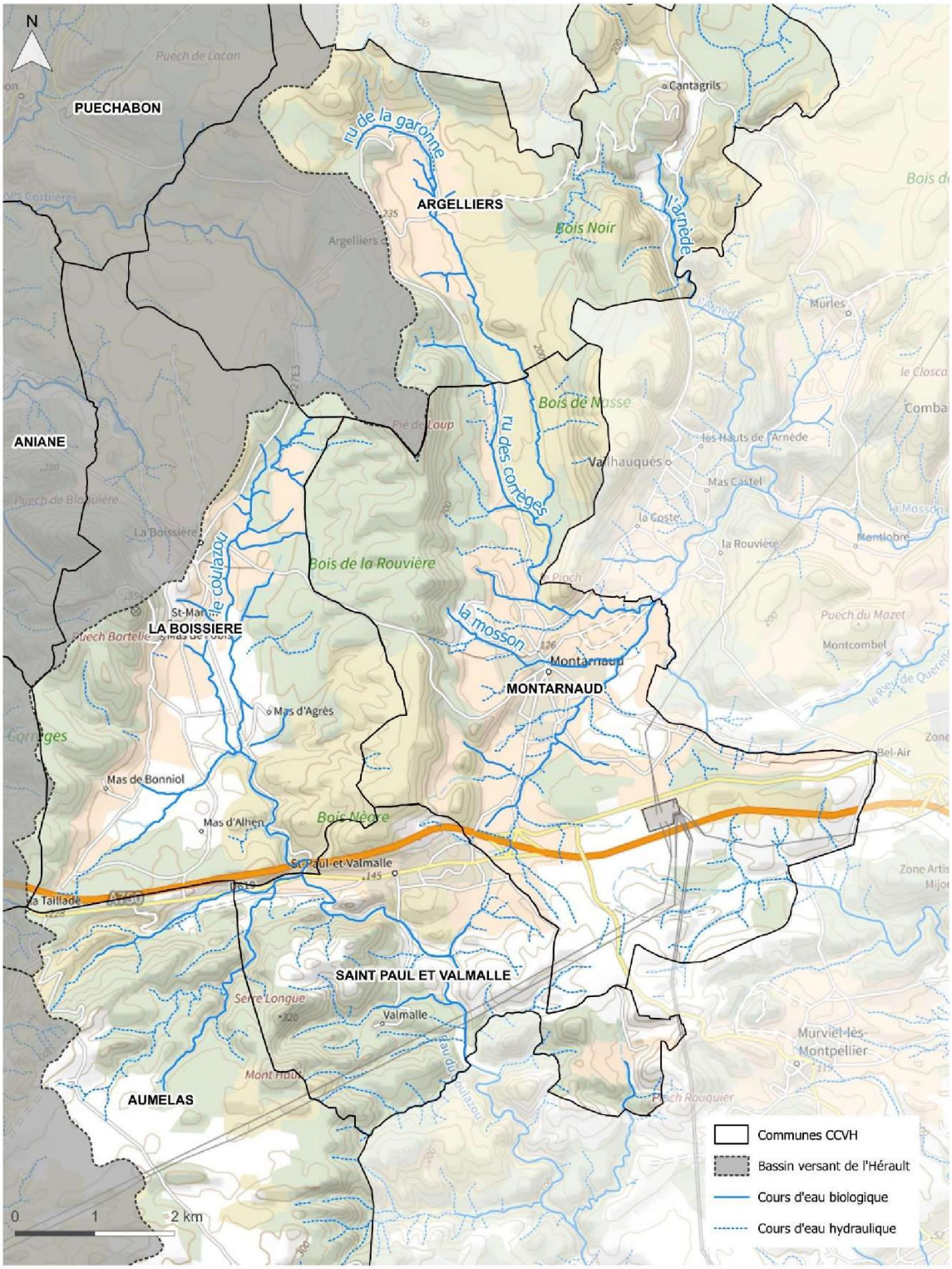
a) Réseau hydrographique

Ce territoire constitue la tête du bassin versant de la Mosson.
Cet affluent principal du Lez prend sa source à 500 mètres à l'ouest du village de Montarnaud à 140 mètres d'altitude.
La partie amont du bassin versant du Coulazou est également située sur ce territoire, dont la source se situe à la Boissière.
En plus de la Mosson et du Coulazou, le territoire comprend les affluents de la Mosson suivants :

- Ruisseau de la Garonne ;
- Ruisseau des Corrèges affluent de la Garonne ;
- Ruisseau de Font Martinier ;
- Ruisseau de la Carbonnière ;
- Ruisseau des Mages ;
- Les affluents du ruisseau des Mages :
    - Ruisseau Les Pousses ;
    - Ruisseau de Notre-Dame ;
    - Ruisseau Les Pradas ;
    - Ruisseau des Pouses ;
- Ruisseau de la Prade ;
- Ruisseau de Prade, en rive droite affluent du Coulazou ;
- Ruisseau Combe du Rat.

Programme pluriannuel d'intervention sur le bassin versant de la Mosson pour la période 2026-2030

Carte 02 Réseau hydrographique



b) Risque inondation

Ce territoire présente un climat méditerranéen avec de fortes variations hydrologiques : des étés secs et des précipitations importantes à l'automne avec les épisodes cévenoles ou méditerranéens. Les projections actuelles des impacts du changement climatique sur les précipitations envisagent une augmentation de l'intensité des épisodes pluvieux.

Les communes d'Argelliers et de Montarnaud sont dotées d'un Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI).

Le Plan de Préventions des Risques Inondation de la Haute Vallée de l'Hérault (Nord) concerne, entre autres, la commune d'Argelliers. Il a été approuvé par arrêté préfectoral en date du 3 août 2007. Dans la partie consacrée aux enjeux communaux, pour ceux concernant le bassin versant Lez-Mosson, ce document indique les éléments suivants :

- Le passage de l'Arnède au lieu-dit le Champ du Chêne peut générer un risque de route coupée en cas d'inondation,
- « *Le Garonne, quant à lui, inonde, par des eaux qualifiées comme très boueuses, les rares habitations se trouvant à proximité de son lit (au nombre de trois) dont la bergerie de Vargos qui se trouve en rive gauche du pont sur le chemin de Fon-Grande à la capacité limitée. Ce sont les seules constructions définies comme inondables par la commune.* »

Le Plan de Prévention des Risques Inondation de la commune de Montarnaud a été approuvé par arrêté préfectoral en date du 9 avril 2004. Des modifications ont été apportées à ce document depuis, elles ont été approuvées par arrêté préfectoral en date du 19 décembre 2011.

Ce document rappelle les éléments suivants quant à l'épisode de 1994 :
« *En 7 jours de pluie répartis sur 15 jours consécutifs, les hauteurs suivantes ont été enregistrées : Montarnaud : 418 mm* »

	19-20 octobre 1994	27-28 octobre 1994	3 au 5 novembre 1994
Montarnaud Cumul	210 mm	72.2 mm	135.8 mm
Débit de la Mosson à Saint-Jean-de-Védas	142 m3/s (19/10)	121 m3/s (27/11)	350 m3/s (04/11)

Ce PPRI prend pour référence sur le bassin de la Mosson :

- La pluie décennale à la station Montpellier Bel Air : environ 150 mm,
- La pluie centennale à cette même station : 260 mm.

Ce document souligne que la commune de Montarnaud est soumise à deux types de risque :

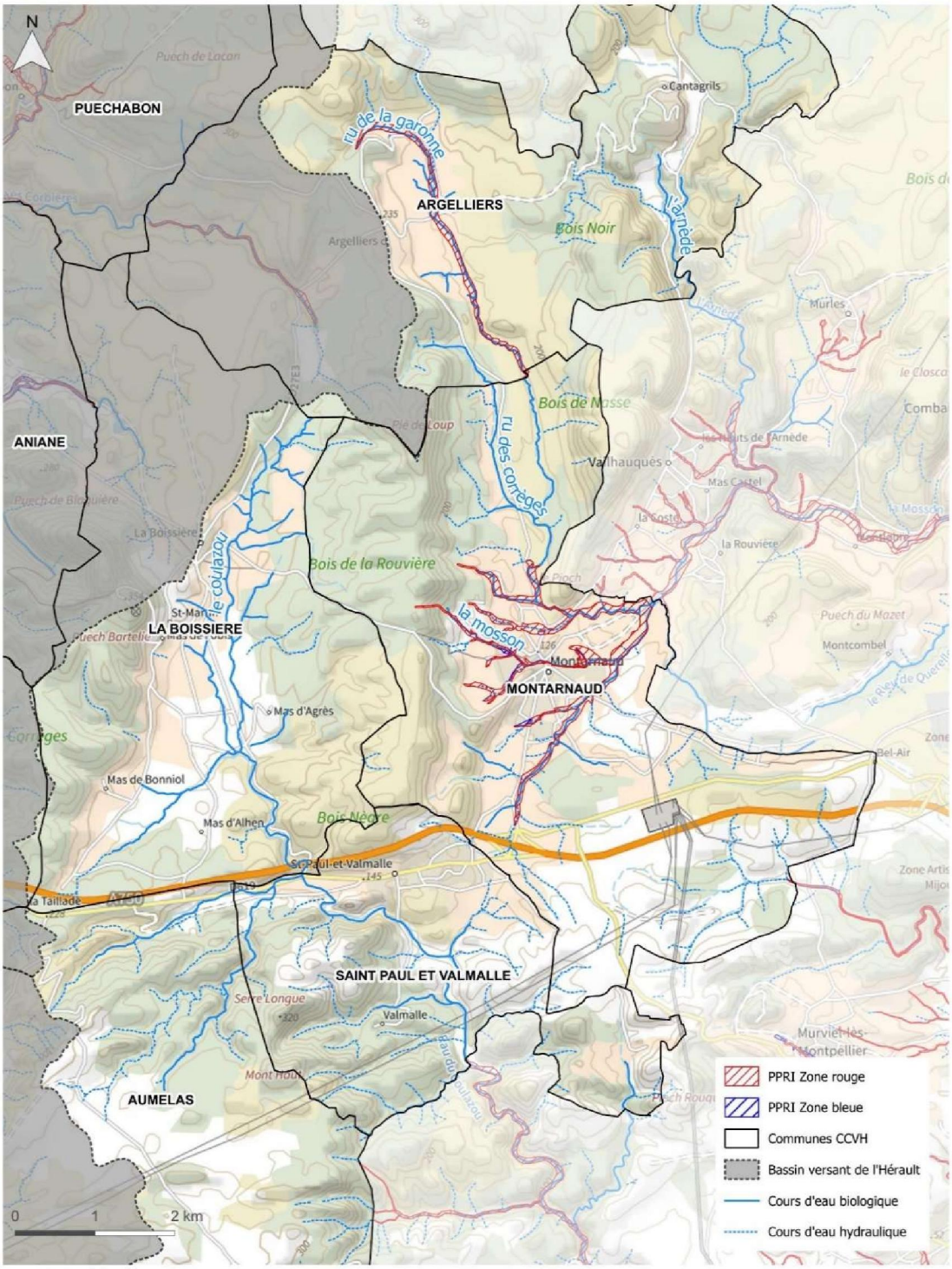
- Inondation par débordement hors du lit mineur,
- Ruissellement pouvant résulter ou non d'un débordement et pouvant être important sur des voiries avant de rejoindre le cours d'eau.

Il est précisé que le risque est circonscrit à la proximité de la Mosson et de ses affluents.

Parmi les objectifs posés par le PPRI, il est à noter : « *Maintien du libre écoulement et de la capacité d'expansion des crues pour éviter l'aggravation du phénomène inondation* ».

Programme pluriannuel d'intervention sur le bassin versant de la Mosson pour la période 2026-2030

Carte 09 Plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRI)



→ Le présent PPI participe au maintien du libre écoulement dans la Mosson et ses affluents en cas d'évènements pluviométriques intenses. Les interventions d'entretien des cours d'eau concernés par ce PPI participent donc à la prévention du risque inondation sur ce territoire.

c) Patrimoine naturel

1) Sites Natura 2000

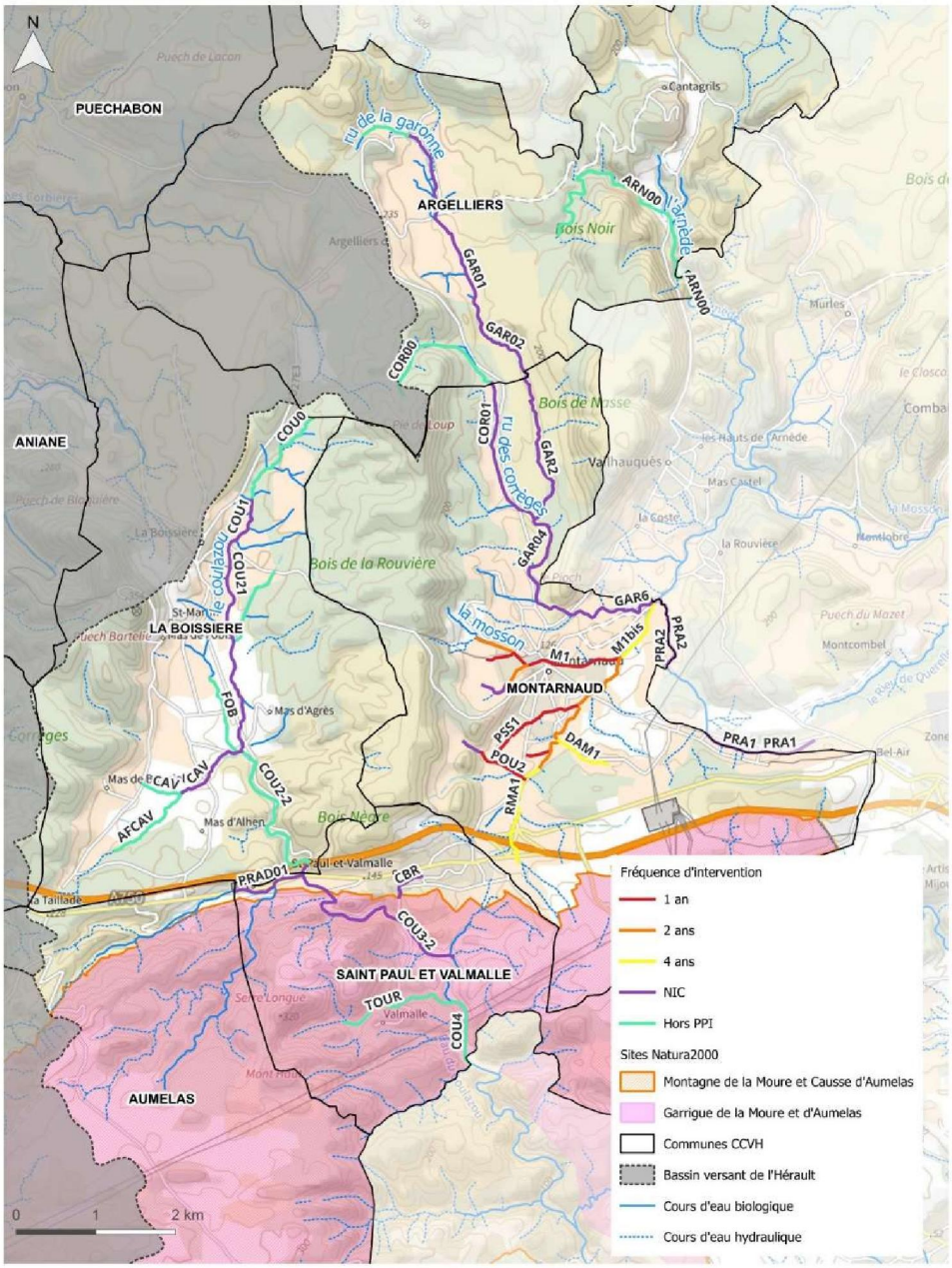
Le territoire du présent PPI présente les périmètres Natura 2000 suivants :

- Zone de Protection Spéciale « Garrigues de la Moure et d'Aumelas »,
- Zone spéciale de conservation « Montagne de la Moure et Causse d'Aumelas ».

Les périmètres de ces deux sites se superposent. Il est à noter toutefois qu'ils concernent la partie sud du territoire concerné par le PPI, soit le cours d'eau : Coulazou sur la commune de Saint-Paul-et-Valmalle.

Programme pluriannuel d'intervention sur le bassin versant de la Mosson pour la période 2026-2030

Carte 04 Site Natura 2000



Les habitats et espèces d'intérêt communautaire identifiés sur ces sites Natura 2000 sont compilés dans le tableau ci-dessous :

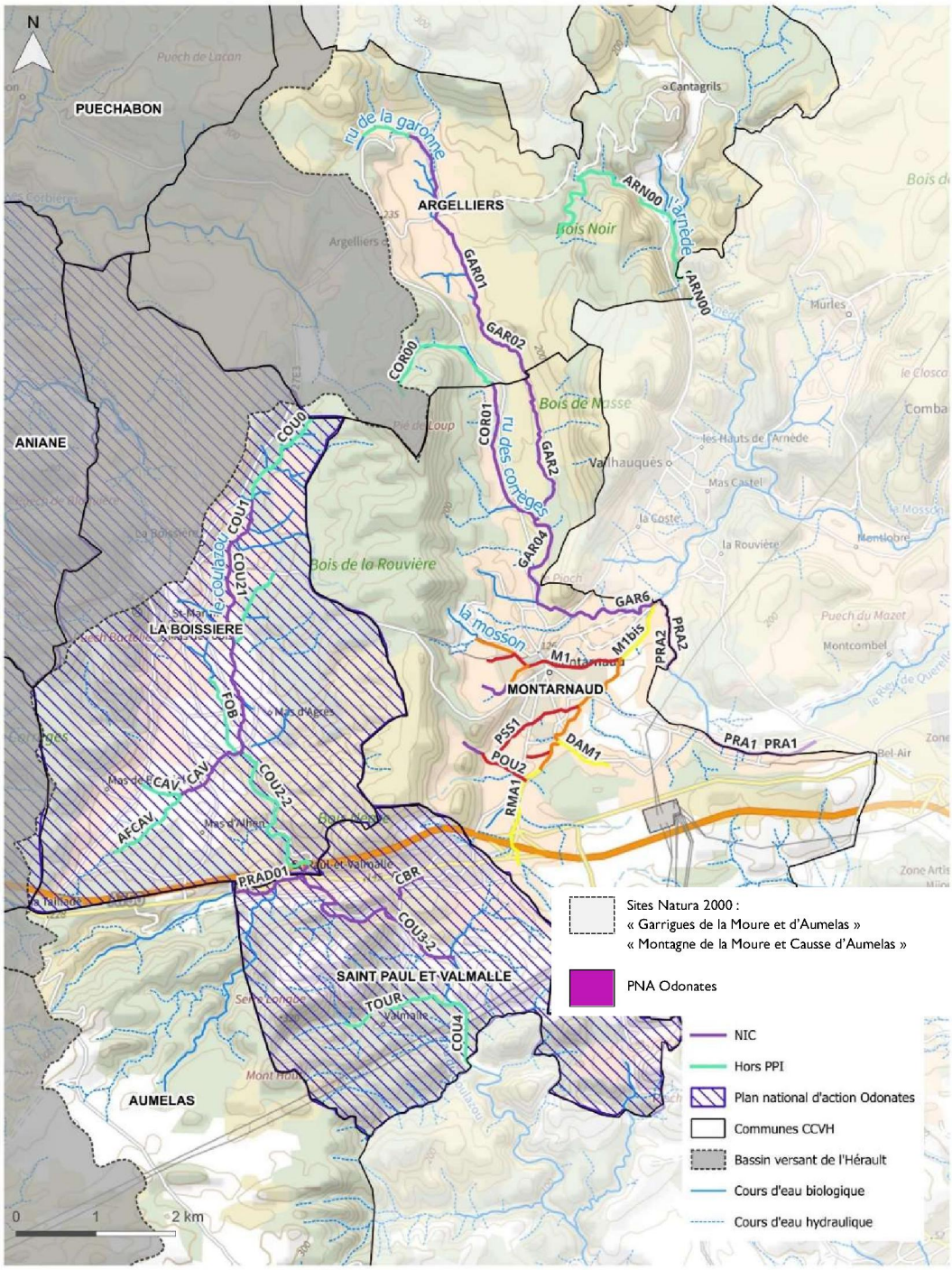
Nom	Code	Niveau d'enjeu
Habitats		
Mares temporaires méditerranéennes	3170-2*	Très fort
Prés humides méditerranéens du Languedoc	6420-4*	Fort
Parcours substeppiques de graminées et annuelles du Thero-Brachypodietea	6220*	Fort
Eboulis calcaires mésoméditerranéens et supraméditerranéens à éléments moyens, du Midi	8130-22	Modéré
Junipéraies à Génévrier oxycèdre	5210-1	Modéré
Forêts à *Quercus ilex* et *Quercus rotundifolia*	9340	Modéré
Communautés à characées des eaux oligo-mésotrophes basiques	3140-1	Modéré
Végétation pionnière des rivières méditerranéennes à Glaucière jaune et Scrophulaire des chiens	3250-1	Modéré
Junipéraies à Génévrier rouge	5210-3	Modéré
Grottes non exploitées par le tourisme	8310	Modéré
Têtes de rivières et ruisseaux méditerranéens s'asséchant régulièrement ou cours médian en substrat géologique perméable	3290-1	Faible
Espèces		
Murin de Capaccini	1316	Fort
Minioptère de Schreibers	1310	Modéré
Petit Murin	1307	Modéré
Petit Rhinolophe	1303	Modéré
Grand Rhinolophe	1304	Modéré
Grand Capricorne	1088	Modéré
Agrion de Mercure	1044	Modéré
Murin à oreilles échancrées	1321	Faible
Lucane cerf-volant	1083	Faible

2) Plans nationaux d'actions

En terme de plans nationaux d'actions (PNA), il est à noter le PNA Odonates sur les communes de La Boissière et Saint-Paul-et-Valmalle. Ce PNA couvre la période 2022-2031.

Programme pluriannuel d'intervention sur le bassin versant de la Mosson pour la période 2026-2030

Carte 07 Plan nationaux d'action (PNA)



Pour la déclinaison régionale du PNA en Occitanie, les espèces concernées sont listées dans le tableau ci-dessous, avec la précision quant aux milieux naturels associés (extrait du PNA Odonates 2022-2031).

Tableau 11. Liste des espèces ciblées par la déclinaison régionale du PNA Odonates en Occitanie avec leur présence par domaine biogéographique et par éco-complexe
(espèce bien présente dans le domaine biogéographique ou l'éco-complexe ; espèce présente en marge du domaine biogéographique ou de l'éco-complexe)

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Domaines biogéographiques				Eco-complexes				
		ATL	MED	MC	PYR	Mares et étangs de plaine	Marais, tourbières et roselières de plaine	Tourbières, lacs et étangs d'altitude	Ruisseaux, fossés et petites rivières	Fleuves, grandes rivières de plaine et fleuves côtiers
Aeshna grandis (Linnaeus, 1758)	La Grande Aeschne									
Aeshna juncea (Linnaeus, 1758)	L'Aeschne des joncs									
Coenagrion caerulescens (Boyer de Fonscolombe, 1838)	L'Agrion bleuissant									
Coenagrion hastulatum (Charpentier, 1825)	L'Agrion hasté									
Coenagrion lunulatum (Charpentier, 1840)	L'Agrion à lunules									
Coenagrion mercuriale (Charpentier, 1840)	L'Agrion de Mercure									
Coenagrion pulchellum (Vander Linden, 1825)	L'Agrion joli									
Erythromma najas (Hansemann, 1823)	La Naïade aux yeux rouges									
Gomphus graslinii Rambur, 1842	Le Gomphe de Graslin									
Ischnura graellsii (Rambur, 1842)	L'Agrion de Graells									
Lestes dryas Kirby, 1890	Le Leste des bois									
Lestes macrostigma (Eversmann, 1836)	Le Leste à grands stigmas									
Lestes sponsa (Hansemann, 1823)	Le Leste fiancé									
Leucorrhinia dubia (Vander Linden, 1825)	La Leucorrhine douteuse									
Macromia splendens (Pictet, 1843)	La Cordulie splendide									
Oxygastra curtisii (Dale, 1834)	La Cordulie à corps fin									
Somatochlora arctica (Zetterstedt, 1840)	La Cordulie arctique									
Somatochlora flavomaculata (Vander Linden, 1825)	La Cordulie à taches jaunes									
Stylurus flavipes (Charpentier, 1825)	Le Gomphe à pattes jaunes									
Sympetrum danae (Sulzer, 1776)	Le Sympétrum noir									
Sympetrum depressiusculum (Selys, 1841)	Le Sympétrum déprimé									
Sympetrum flaveolum (Linnaeus, 1758)	Le Sympétrum jaune d'or									
Sympetrum pedemontanum (O.F. Müller in Allioni, 1766)	Le Sympétrum du Piémont									
Sympetrum vulgatum (Linnaeus, 1758)	Le Sympétrum vulgaire									

Les espèces potentiellement concernées par les interventions d'entretien prévues au PPI sont celles présentes dans l'éco-complexe : « Ruisseaux, fossés et petites rivières » et dans le département de l'Hérault (d'après les données du PNA Odonates 2022-2031) :

- Agrion bleuissant,
- Agrion de Mercure,
- Gomphe de Graslin,
- Cordulie à corps fin,
- Gomphe à pattes jaunes,
- Sympétrum du Piémont.

3) Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique

Deux types de ZNIEFF sont à distinguer :

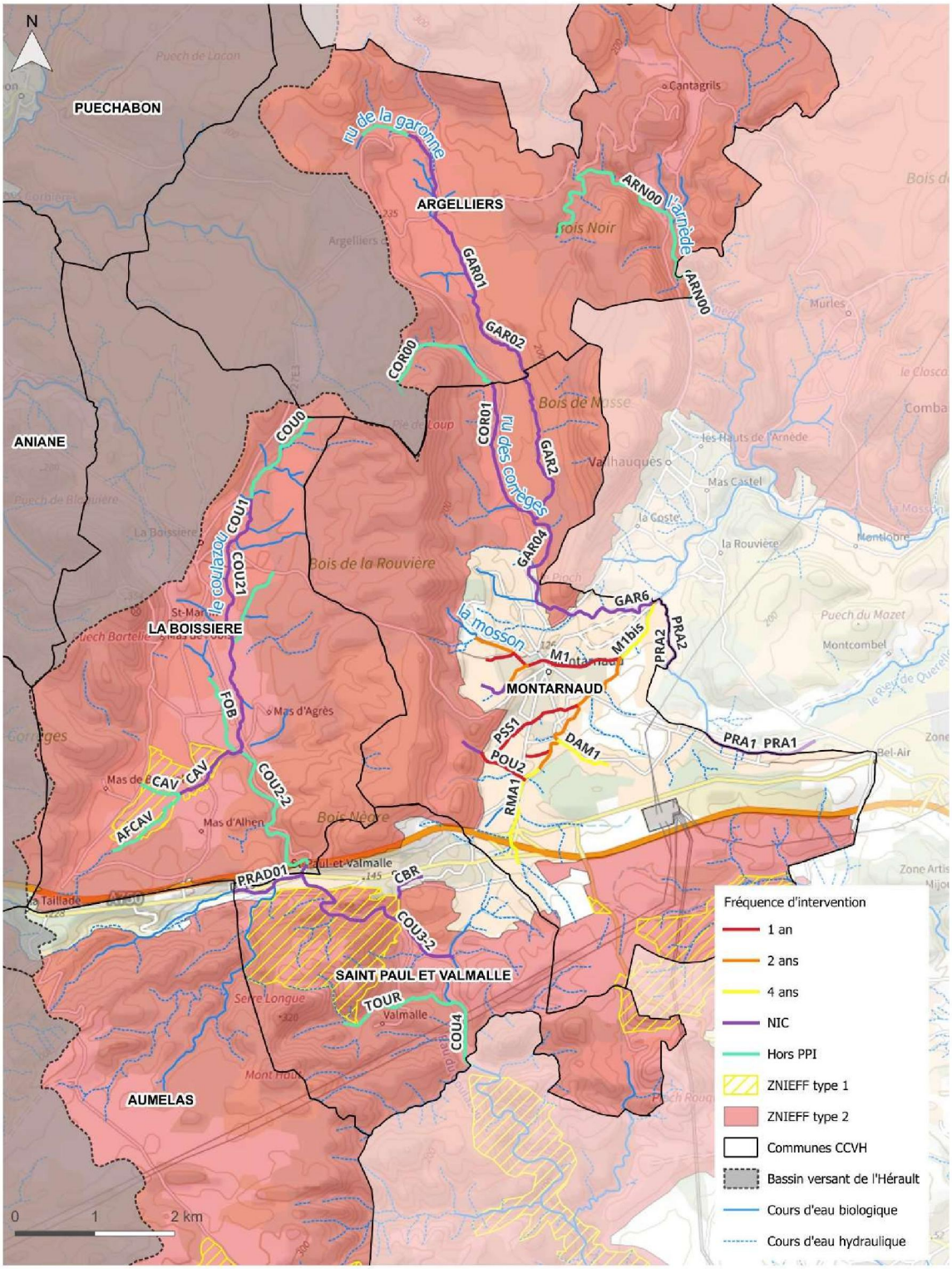
- Les ZNIEFF de type 1 : « *espaces homogènes écologiquement, définis par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou d'habitats rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel régional. Ce sont les zones les plus remarquables du territoire* » (Site internet de l'INPN),
- Les ZNIEFF de type 2 : « *espaces qui intègrent des ensembles naturels fonctionnels et paysagers, possédant une cohésion élevée et plus riches que les milieux alentours* » (Site internet de l'INPN).

Le territoire concerné par le présent PPI présente le périmètre de différentes ZNIEFFs :

Type de ZNIEFF	Nom	Identifiant national
Type 1	Garrigue du Mas Dieu	15970
	Contreforts Septentrionaux du Causse d'Aumelas	30397
	Combe de Clapasse	15984
	Mare du Mas de la Tour	30484
Type 2	Causse d'Aumelas et Montagne de la Moure	15985
	Garrigues boisées du Nord-Ouest du Montpelliérais	30608

Programme pluriannuel d'intervention sur le bassin versant de la Mosson pour la période 2026-2030

Carte 05 Zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF)

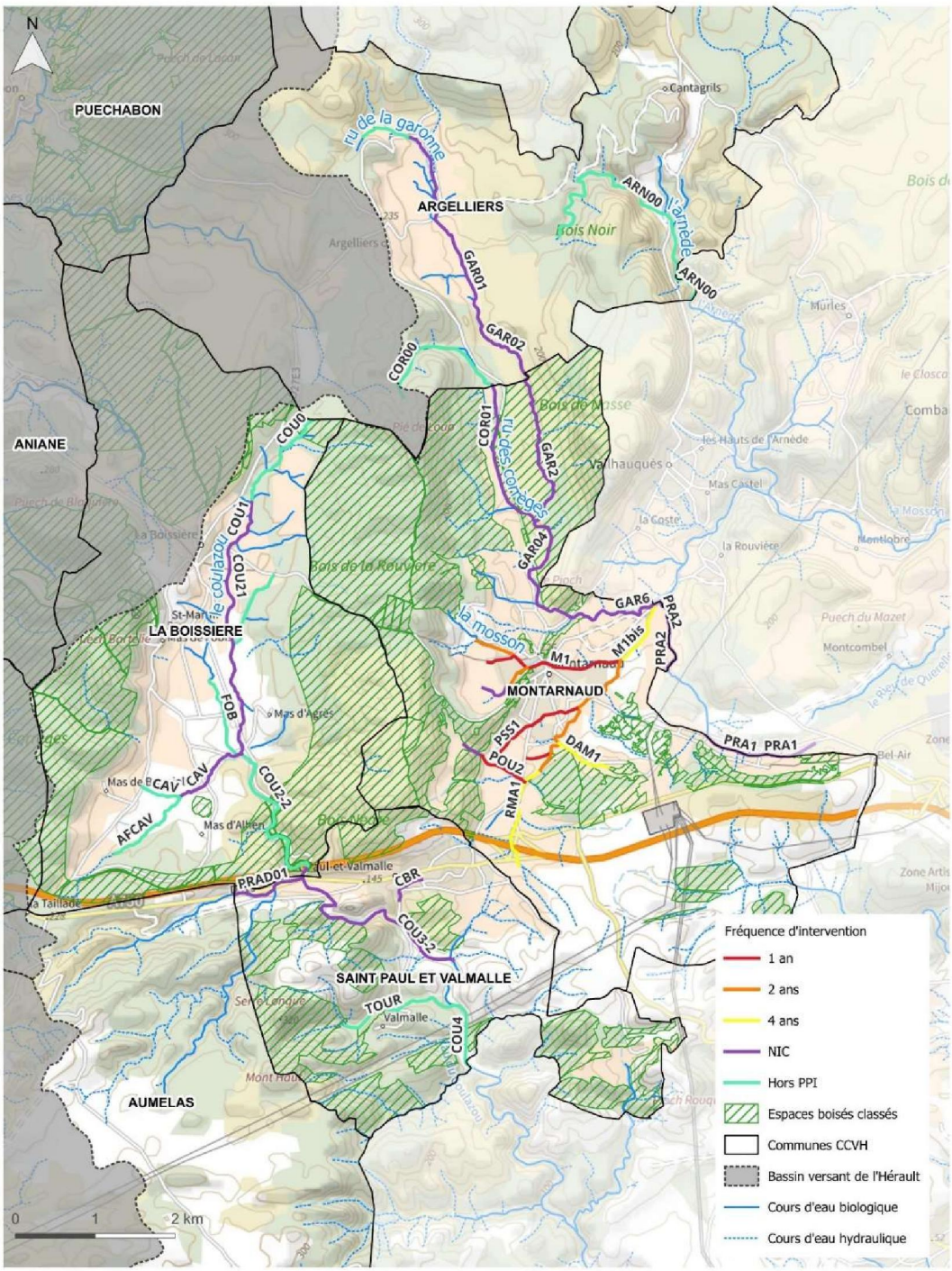


4) Espaces boisés classés

Les espaces boisés classés sont définis dans les plans locaux d'urbanisme et visent à préserver des espaces boisés, bois, forêts ou parcs à conserver, à protéger ou à créer, ainsi que des arbres isolés, des haies, des réseaux de haies ou des plantations d'alignements.
Le classement en EBC a pour effets de soumettre à déclaration préalable les coupes et abattages d'arbres au sein de ces espaces.
Plusieurs espaces boisés classés sont présents sur le périmètre concerné par le présent PPI, notamment le long du ruisseau Garonne au nord de Montarnaud et le long du Coulazou au sud de La Boissière.

Programme pluriannuel d'intervention sur le bassin versant de la Mosson pour la période 2026-2030

Carte 06 Espaces boisés classés (EBC)



→ Les modalités d'entretien prévues dans ce PPI prennent en compte la préservation de la biodiversité par notamment l'adaptation des périodes d'intervention au moment de moindre sensibilité et la recherche d'un équilibre entre prévention des inondations et préservation des milieux aquatiques.

III. Bilan de la mise en œuvre du précédent PPI de 2020 à 2024

a) Bilan financier

Année d'intervention	Coût réel TTC	Linéaire concerné (m)
2020	64 800€	17 161
2021	62 025.6€	12 590
2022	52 256€	18 588
2023	1 858.26€	12 782
2024	10 017€	10 886
TOTAL	**190 956.86€**	

b) Description des actions réalisées

1) Cours d'eau concernés

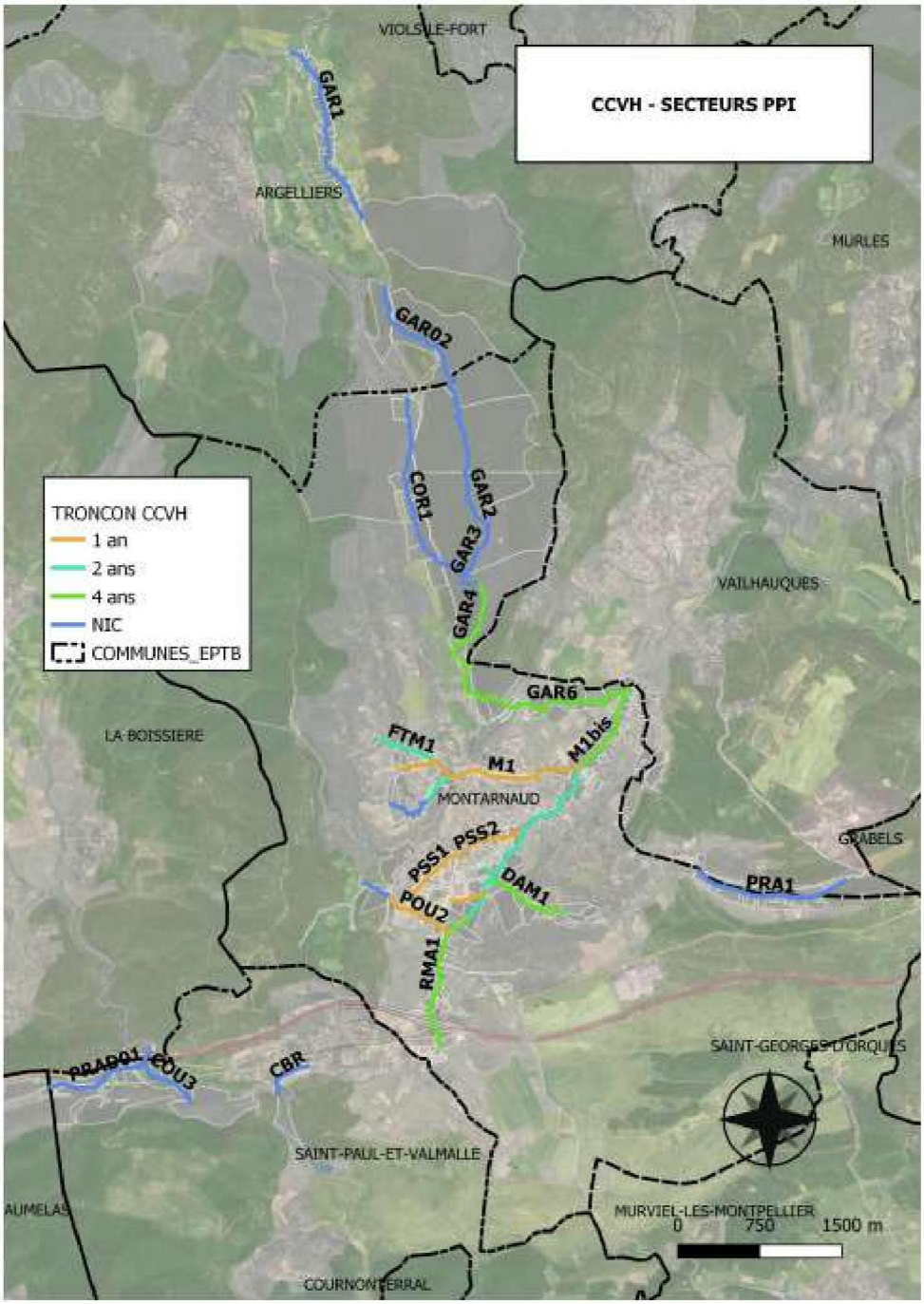
La Communauté de communes Vallée de l'Hérault (CCVH) s'est conformée au programme pluriannuel d'intervention (PPI) 2020-2030 en respectant les fréquences d'interventions sur les cours d'eau.

Cours d'eau	Tronçon	Commune	ml berges	Fréquence	2020	2021	2022	2023	2024
La Carbonnière	CAR2	Montarnaud	613	**2 ans**		Oui		Oui	
Ruisseau Notre-Dame	DAM1	Montarnaud	1425	**4 ans**		Oui			
Font Martinier	FTM1	Montarnaud	999	**2 ans**		Oui		Oui	
Ruisseau de la Garonne	GAR4	Montarnaud	2583	**4 ans**	Oui			Oui	
Ruisseau de la Garonne	GAR5	Montarnaud	662	**4 ans**	Oui			Oui	
Ruisseau de la Garonne	GAR6	Montarnaud	2616	**4 ans**	Oui			Oui	
Ruisseau las Pradas	LPRA	Montarnaud	609	**1 an**	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Mosson	M1	Montarnaud	3586	**1 an**	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Mosson	M1bis	Montarnaud	1735	**4 ans**		Oui			
Ruisseau des Pouses	POU2	Montarnaud	1305	**1 an**	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Les Pousses	PSS1	Montarnaud	1154	**1 an**	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Les Pousses	PSS2	Montarnaud	1246	**1an**	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Ruisseau des Mages	RMA1	Montarnaud	2816	**4 ans**	Oui				Oui
Ruisseau des Mages	RMA2	Montarnaud	3989	**2 ans**	Oui		Oui		Oui

Après la réalisation de diagnostics sur les cours d'eau en non intervention contrôlée (NIC), elle est aussi intervenue sur certains cours d'eau qui ne bénéficiaient donc pas d'une fréquence d'entretien prévue au PPI.

Cours d'eau	Tronçon	Commune	ml berges	2020	2021	2022	2023	2024
Combe du Rat	CBR	Saint-Paul	903			Oui		
Coulazou	COU3	Saint-Paul	1174			Oui		
Coulazou	COU3	La Boissière	235			Oui		
Ruisseau de la Prade	PRA1	Montarnaud	1447			Oui		
Ruisseau de la Prade	PRA2	Montarnaud	1022			Oui		

Cartographie de la répartition des cours d'eau inscrits au PPI sur le territoire de la CCVH :



2) Travaux réalisés

Ces opérations sur les cours d'eau relèvent de l'entretien par gestion de la végétation des berges et des embâcles.
Concrètement les interventions réalisées sur ces cours d'eau ont été :

- Débroussaillage aux abords des ouvrages de franchissement et au niveau des traversées des zones urbaines,
- Abattage sélectif des arbres instables ou dépérissants,
- Retrait des bois tombés.

3) Modalités de réalisation

Leur mise en œuvre s'est faite dans le cadre de marchés à bons de commande. L'entreprise Actiforest est le prestataire qui a réalisé l'ensemble des travaux sur ces cours d'eau.
Ces opérations ont été réalisées systématiquement en septembre et octobre afin de limiter leur impact sur la biodiversité dans le respect du calendrier de la fiche « Conditions d'exécution et calendrier d'interventions » annexée au PPI.
Chaque année, avant le démarrage des travaux :

- Les propriétaires riverains dont les parcelles sont concernées par des interventions d'entretien sont destinataires d'un courrier d'information et d'une convention d'autorisation de passage.
- Une réunion est organisée en mairie afin de présenter le prévisionnel des interventions à venir.

Au cours des travaux, des réunions de chantier ont lieu chaque semaine.

4) Bilan qualitatif des interventions menées

La mise en œuvre du PPI sur le territoire de la CCVH n'a pas posé de difficulté.
Les premières années, la CCVH était assistée techniquement par l'EPTB Lez. Après l'arrivée d'un technicien de rivière à la CCVH, les élus communautaires ont fait le choix de réaliser ces interventions sans assistance technique.
Il est à noter que les premières années de mise en œuvre du PPI, de 2020 à 2022, ont impliqué des coûts plus importants du fait de la nécessité de rattraper l'absence d'entretien de ces cours d'eau les années précédentes. Le volume de travaux a pu être réduit en 2023 et en 2024 car les besoins d'intervention ont diminué naturellement après plusieurs années d'entretien lourd des cours d'eau.
La commune de Montarnaud est la principale concernée par les opérations réalisées. En effet il est à noter que c'est dans la traversée de ce village que le risque d'inondation par débordement de la Mosson et de ses affluents est principalement présent sur le territoire de la CCVH. Les élus de cette commune ont fait part de leur constat d'une amélioration des écoulements dans les cours d'eau, en cas d'évènements pluvieux, depuis la mise en œuvre de ce PPI.

→ Perspectives : La connaissance acquise de la Mosson et ses affluents par la CCVH sur son territoire depuis 2020 permet d'affirmer qu'il est nécessaire de poursuivre les actions d'entretien sur ces cours d'eau.

IV. Programme pluriannuel d'interventions 2026-2030

Les enjeux de ce PPI mis à jour s'inscrivent dans la continuité de ceux précédemment identifiés :

- Gestion de la ripisylve,
- Gestion des écoulements.

L'objectif visé par la poursuite des actions d'entretien de la Mosson et ses affluents répond à l'axe 1 de la stratégie GEMAPI de la CCVH : « *La gestion des milieux aquatiques dans un double objectif de préservation des milieux aquatiques et de prévention des inondations* ».

Les interventions prévues au PPI visent donc le maintien et la restauration de la ripisylve, ainsi que la prévention du risque inondation.

Ce PPI couvre la période 2026-2030. Toutefois dans les paragraphes suivants, les interventions prévues en 2025 sont également présentées afin de faire le lien entre le PPI actuel et ce PPI mis à jour.

a) Diagnostic et fréquence d'entretien des cours d'eau

1) Diagnostic

La Mosson

Le tronçon M1 de la Mosson correspond à un secteur de Montarnaud présentant une urbanisation dense, la traversée du village est très aménagée : secteur canalisé, bétonné et protégé. Dans ce secteur, des débordements de la Mosson peuvent survenir fréquemment. En aval du pont de l'école, une forêt galerie s'est formée avec de beaux sujets de Laurier sauce. Dans la traversée du village, la ripisylve est totalement absente (secteur bétonné et enrochements dans le lotissement). Au vue des enjeux en présence, il apparaît judicieux de maintenir la fréquence d'entretien annuel.

Le tronçon M1bis démarre en aval de la station d'épuration de Montarnaud, le lit s'élargit et le faciès devient homogène (plat avec profondeur d'eau importante). La hauteur de berge devient plus marquée (3 à 4 mètres). La ripisylve est réduite en largeur, largement dominée par la Canne de Provence, et discontinue. Ici une fréquence d'entretien à tous les 4 ans participera à accompagner une régénération de la ripisylve.

Ruisseau du Font Martinier

Le Font Martinier est un affluent rive droite de la Mosson situé sur la commune de Montarnaud.

Le tronçon FTM1 apparaît particulièrement encombré. Une fréquence d'entretien tous les 2 ans est nécessaire pour limiter l'encombrement de ce tronçon.

Ruisseau de la Garonne :

La Garonne est un affluent rive gauche de la Mosson situé sur les communes d'Argelliers et de Montarnaud. Les différents tronçons de ce cours d'eau **(GAR01, GAR02, GAR1, GAR2, GAR3, GAR4, GAR5 et GAR6)** traversent des secteurs peu ou pas urbanisés, une non intervention contrôlée est adaptée sur ces tronçons.

Ruisseau des Corrèges

Le tronçon COR1 de ce ruisseau est situé au nord de la commune de Montarnaud.

Il présente une strate arborée moyennement dense et une strate arbustive dense, avec un état sanitaire globalement bon. Une non intervention contrôlée est adaptée sur ce tronçon.

Ruisseau de la Carbonnière

Le Font Carbonnière est un affluent rive droite de la Mosson en tête de bassin et à l'amont du bourg de Montarnaud.

Deux tronçons ont été identifiés du fait de la sectorisation du cours d'eau en :

- Une zone aval habitée : **CAR2**, justifiant un entretien tous les deux ans.
- Une zone amont correspondant à un secteur de vignes : **CAR1** pour lequel une non intervention non contrôlée est adaptée.

Ruisseau des Mages

Le ruisseau des Mages est un affluent rive droite de la Mosson qui conflue à l'aval immédiat du bourg de Montarnaud.

Deux tronçons ont été identifiés pour ce cours d'eau :

- Le ruisseau des Mages le long de la nationale 109 : **RMA1**. Il est aménagé comme un fossé. Une végétation typiquement méditerranéenne s'y est développée conjointement aux espèces inféodées aux cours d'eau, créant un embroussaillement important potentiellement préjudiciable aux bons écoulements en cas de crue. En eau à partir de la confluence du ruisseau de Notre Dame (DAM1), le lit, souvent obstrué, se rétrécit franchement jusqu'à la station d'épuration (moins de 5 mètres) et les berges sont de moins en moins hautes. Des clôtures en travers du lit créent des accumulations de végétaux qui obstruent le lit. Une intervention tous les 4 ans permet ici de limiter l'embroussaillement de ce tronçon.
- Le ruisseau des Mages au sud-est de la partie urbanisée du village : **RMA2**. Sa ripisylve est assez naturelle et diversifiée, mais certaines zones de friches sont envahies par la Canne de Provence. Son positionnement en partie urbanisée justifie une intervention tous 2 ans.

Ruisseau des Pousses

Le ruisseau des Pousses est un affluent rive gauche du ruisseau des Mages, à l'amont de Montarnaud. Le cours d'eau, défini en deux tronçons **(PSS1 et PSS2)**, est inclus dans le périmètre de la ZAC des Pradas, dans un secteur qui s'est fortement urbanisé ces dernières années.

Les berges étant peu élevées, des débordements peuvent être fréquents dans ce secteur où les habitations sont proches du cours d'eau. Une intervention annuelle sur ces tronçons est nécessaire pour participer à limiter les risques de désordres.

Ruisseau de Notre-Dame

Affluent en rive gauche du ruisseau des Mages, en aval de la confluence du ruisseau de Las Pradas, le ruisseau de Notre-Dame **(DAM1)** est un petit linéaire qui présente une friche en amont et un secteur de ripisylve plus entretenu en aval, au niveau de zones d'habitations, justifiant une non intervention contrôlée sur ce tronçon.

Ruisseau las Pradas

Au sud de la commune de Montarnaud, le linéaire de Las Pradas **(LPRA)** se retrouve sous la contrainte de nouvelles constructions dans le secteur de la ZAC des Pradas. Les habitations sont situées en bordure très proche de sa zone d'écoulement. Le lit mineur n'est pas nettement apparent : la morphologie générale de ce linéaire se rapproche d'un fossé collectant les eaux de pluies et de ruissellement en tête de bassin versant. Au vue des enjeux en présence, une intervention annuelle est nécessaire sur ce tronçon.

Le ruisseau des Pouses

Il est affluent rive gauche du ruisseau des Mages, à l'amont de Montarnaud.
Le tronçon amont **(POU1)** correspond à un secteur de garrigue sans enjeu particulier, pour lequel une non intervention contrôlée est pertinente. Le tronçon aval **(POU2)** traverse sur une zone récemment urbanisée, une intervention tous les deux ans est donc nécessaire sur ce tronçon.

Ruisseau de la Prade

La Prade est un affluent rive droite de la Mosson, **les tronçons PRA1 et PRA2** sont situés sur la commune de Montarnaud et font la limite communale avec Vailhauquès dans ce secteur.
Ces tronçons traversent des zones non urbanisées ou peu urbanisées. Une non intervention contrôlée se justifie dans ce secteur.

Le Coulazou

Le Coulazou est un important affluent en rive droite de la Mosson, avec huit tronçons, sur 27km.
Les tronçons situés sur le territoire de la CCVH vont de COU0 à COU4 et concernent la partie amont du cours d'eau. Ce cours d'eau présente un caractère très naturel.
Les tronçons COU1 et COU21 traversent la partie est du village de La Boissière, sont inclus dans le périmètre des zones humides de la Plaine de la Boissière et sont traversés par différents ouvrages de route départementale. Une non intervention contrôlée est intéressante pour ce secteur tant pour la prévention du risque inondation que pour la gestion de la ripisylve en lien avec le plan de gestion des zones humides de La Boissière.
Les tronçons COU3, COU3-1 et COU3-2, au sortir des gorges, en amont de la N109, entrent dans une petite plaine agricole. Le Coulazou inonde régulièrement ce secteur sur sa rive gauche. Son débit est augmenté par les eaux de ruissellement provenant des bassins de rétention situés en amont du secteur (commune de La Boissière). Une non intervention contrôlée est donc nécessaire sur ce tronçon.

Ruisseau des Cavaliers

Le ruisseau des Cavaliers, **tronçon CAV**, est un affluent rive droite du Coulazou. Des débordements sont observés en cas de crue au niveau de la confluence. Ce ruisseau est situé dans le périmètre des zones humides de la Plaine de La Boissière. Une non intervention contrôlée est intéressante pour ce tronçon tant pour la prévention du risque inondation que pour la gestion de la ripisylve en lien avec le plan de gestion des zones humides de La Boissière.

Ruisseau de Prade

C'est un affluent du Coulazou en rive droite, en aval de l'A750.
Le tronçon PRAD01 traverse une zone naturelle, il est à certains endroits sujet aux embâcles et des dépôts d'ordures ont été constatés, nécessitant ainsi une non intervention contrôlée.

Ruisseau de la Combe du Rat

Affluent du Coulazou, ce petit **tronçon CBR** situé sur la commune de St Paul et Valmalle tend vers un fonctionnement de réseau pluvial dans sa partie amont (traversée du village). Une non intervention contrôlée est pertinente ici pour limiter les risques de désordres en cas de crue.

2) Fréquences d'entretien

Les fréquences des cours d'eau des différents cours d'eau sont exposées dans le tableau ci-dessous :

Cours d'eau	Tronçon	Commune	Ml Berges	Ml Cours d'eau	Fréquence	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Font Martinier	**FTM1**	Montarnaud	1016	508	**2 ans**	Oui		Oui		Oui	
La Carbonnière	**CAR2**	Montarnaud	632	316	**2 ans**	Oui		Oui		Oui	
Les Pousses	**PSS1**	Montarnaud	1154	577	**1 an**	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
	PSS2	Montarnaud	1246	623	**1 an**	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Mosson	**M1**	Montarnaud	3586	1 793	**1 an**	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
	M1bis	Montarnaud	1786	893	**4 ans**	Oui				Oui	
Ruisseau des Mages	**RMA2**	Montarnaud	3989	1 994.5	**2 ans**		Oui		Oui		Oui
	RMA1	Montarnaud	2816	1 408	**4 ans**				Oui		
Ruisseau des Pouses	**POU2**	Montarnaud	1305	652.5	**2 ans**		Oui		Oui		Oui
Ruisseau las Pradas	**LPRA**	Montarnaud	609	304.5	**1 an**	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui

Quand les enjeux en terme de risque inondation sont moindres, les cours d'eau sont identifiés en non intervention contrôlée. Les objectifs de ce type de gestion sont :

- La préservation de la possibilité d'évolution naturelle des sites concernés,
- La surveillance du niveau d'embâclement qui pourrait générer une augmentation du risque d'inondation en aval.

Les cours d'eau en non intervention contrôlée seront prospectés tous les trois ans et sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

Cours d'eau	Tronçon	Commune	MI Berges	MI cours d'eau	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Coulazou	**COU1**	La Boissière	1480	740						
	COU21	La Boissière	5548	2 774						
	COU3	La Boissière	235	117.5						
	COU3-1	Saint-Paul	1174	587						
	COU3-2	Saint-Paul	4556	2 278						
Combe du Rat	**CBR**	Saint-Paul	903	451.5						
La Carbonnière	**CAR1**	Montarnaud	880	440						
Ruisseau des Cavaliers	**CAV**	La Boissière	2076	1 038						
Ruisseau des Corrèges	**COR1**	Montarnaud	3905	1 952.5						
Ruisseau de la Garonne	**GAR02**	Argelliers	3316	1 658						
	GAR1	Argelliers	2660	1 330						
	GAR2	Montarnaud	2298	1 149						
	GAR3	Montarnaud	1598	799						
	GAR4	Montarnaud	2583	1 291.5						
	GAR5	Montarnaud	662	331						
	GAR6	Montarnaud	2616	1 308						
Ruisseau Notre-Dame	**DAM1**	Montarnaud	1425	712.5						
Ruisseau de Prade	**PRAD01**	Saint-Paul	1896	948						
Ruisseau de la Prade	**PRA1**	Montarnaud	1447	723.5						
	PRA2	Montarnaud	2024	1 012						
Ruisseau des Pouses	**POU1**	Montarnaud	549	274.5						

3) Interventions post-crue

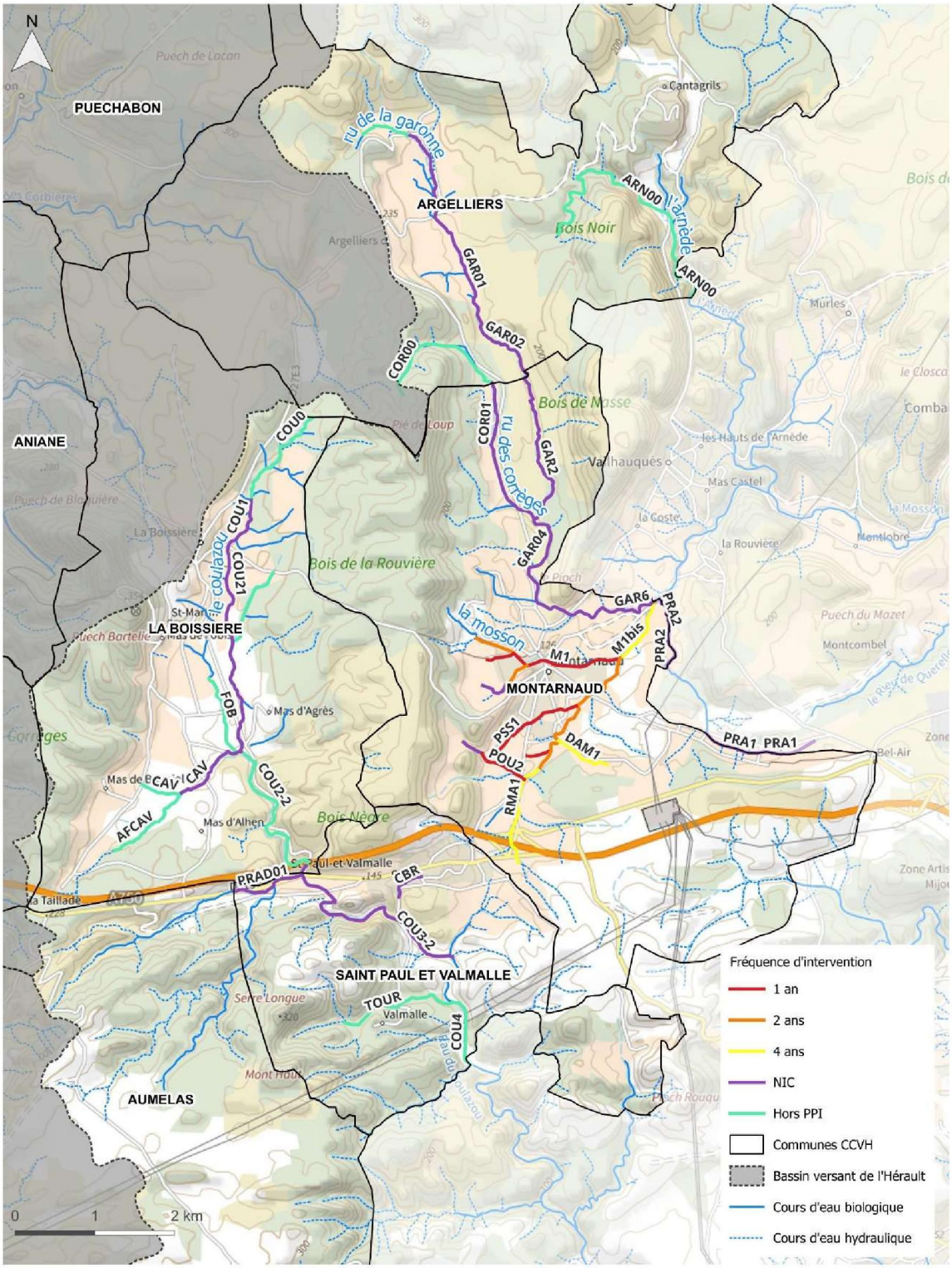
Suite à un évènement exceptionnel, des interventions de désembâclement peuvent être nécessaires en dehors des fréquences d'intervention prévues au PPI. La CCVH prévoit dans le cadre de ce PPI la possibilité d'intervenir dans pareil cas par les interventions décrites au point VI.c).

4) Synthèse

Fréquence	Linéaire de cours d'eau concerné (ml)
Annuelle	3 297.5
Tous les 2 ans	3 471
Tous les 4 ans	2 301
Non intervention contrôlée	21 915.5
TOTAL	30 985

Programme pluriannuel d'intervention sur le bassin versant de la Mosson pour la période 2026-2030

Carte 03 Frequence d'intervention



b) Estimation financière du PPI 2026-2030

Les montants sont indiqués en hors taxe.

	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Interventions d'entretien sur les tronçons avec fréquence d'entretien définie	15 044€	17 834€	12 365€	22 058€	15 044€	17 834€
Interventions sur les cours d'eau en non intervention contrôlée	7 500€	7 500€	7 500€	7 500€	7 500€	7 500€
Total annuel	7 500€	7 500€	7 500€	7 500€	7 500€	7 500€
Montant total estimatif du PPI	**30 044€**	**32 834€**	**27 365€**	**37 058€**	**30 044€**	**32 834€**

c) Description des interventions

Le programme pluriannuel d'interventions 2026-2030 prévoit l'entretien de la Mosson et ses affluents sur les communes d'Argelliers, La Boissière, Montarnaud et Saint-Paul-et-Valmalle.

ENTRETIEN DE LA RIPISYLVE

Objectifs de l'action

- Assurer un bon écoulement des eaux dans le lit mineur
- Améliorer l'état sanitaire global en éliminant les arbres malades
- Favoriser le maintien d'une ripisylve bien structurée
- Protéger certains ouvrages particuliers en retirer les arbres poussant directement ou aux abords de ces ouvrages

Description des opérations

Débroussaillage aux abords des ouvrages de franchissement et au niveau des traversées des zones urbaines.

Il est impérativement réalisé manuellement et n'est pas systématique. Quand il est possible de maintenir la végétation, cette solution est privilégiée.

Abattage sélectif des arbres tombés, instables ou dépérissants pouvant participer à générer la formation d'un embâcle en aval.

Lors du diagnostic annuel, le technicien GEMAPI de la CCVH analyse si le risque est avéré ou potentiel en lien avec les enjeux situés en aval pour décider de l'abattage ou non de tel ou tel sujet. La coupe s'effectue par tronçonnage au plus proche possible du sol. Un tracteur forestier est ensuite employé pour extraire l'arbre abattu de la ripisylve. Le tronc est billonné, les morceaux sont laissés hors zone inondable pour permettre aux propriétaires de récupérer le bois de chauffe.

Elagage dans le cas de branches pouvant obstruer les écoulements ou pour éclaircir la ripisylve.

L'élagage est réalisé à la tronçonneuse au plus près du tronc.

Gestion des embâcles.

Bien qu'il soit privilégié de les conserver d'un point de vue préservation de la biodiversité, dans les traversées urbaines, il est nécessaire de les retirer pour limiter le risque inondation. Les embâcles sont retirés, après découpe éventuelle des troncs en unités adaptées, par treuillage ou câblage avec un tracteur forestier.

Retrait des déchets.

Lors des interventions d'entretien, quand des déchets sont présents et ne nécessitent pas de moyens particuliers pour leur retrait, ils sont extraits et envoyés en décharge adaptée.

Périodes d'intervention

La période optimale pour la réalisation des travaux en rivières va de la mi-août à la mi-novembre. Les travaux d'entretien de la Mosson et ses affluents sur le territoire de la CCVH seront donc réalisés sur cette période.
En cas d'interventions en post-crue relevant d'interventions d'urgence, elles pourront être réalisées à tout moment.

Relations avec les riverains

Pour l'organisation des interventions d'entretien sur les cours d'eau situés sur son territoire, la CCVH transmet systématiquement au préalable un courrier d'information et une convention à signer aux propriétaires des parcelles concernées par les travaux. Les propriétaires ont la possibilité d'être recontactés, s'il le souhaite, pour un échange téléphonique ou une rencontre sur site. L'envoi de ces courriers a aussi vocation à organiser la récupération du bois de chauffe.

Relation avec les communes concernées

Avant le lancement de la campagne annuelle d'interventions d'entretien, les mairies sont tenues informées des interventions programmées via une réunion en salle ou sur site.

Prescriptions techniques

La CCVH prévoit dans ces marchés de travaux pour la réalisation interventions d'entretien les dispositions suivantes.

Prévention des pollutions

Pour la réalisation des interventions, la CCVH veillera à la mise en œuvre des mesures suivantes par l'entreprise titulaire du marché de travaux pour la réalisation des interventions d'entretien :

- Interdiction de faire descendre des engins en fond de lit,
- Les stockages prolongés d'hydrocarbures et l'entretien des engins de travaux seront effectués en dehors du lit mineur du cours d'eau et hors des périmètres de protection rapprochée, des zones inondables et des sources et captages d'eau potable,
- Les engins connaissant une fuite quelconque de leur système hydraulique, d'alimentation en carburant ou de leur système de refroidissement, devront immédiatement cesser d'intervenir et être remorqués pour réparation, hors des abords de la rivière et des périmètres de protection de sources et de captages d'eau potable,
- La société de travaux devra disposer d'un kit antipollution (barrage de protection, absorbant hydrocarbures et conteneurs),
- Des barrages flottants à l'aval de la zone de chantier devront être mis en place, si l'entreprise se trouve dans l'impossibilité d'empêcher le départ de déchets au fil de l'eau ou leur récupération en aval,
- Les engins de chantiers devront utiliser une huile végétale,
- Le parking prolongé des engins de chantier se fera en dehors des périmètres de protection rapprochée des captages d'eau potable

Respect de l'environnement et préservation de la biodiversité

Seront uniquement autorisés les abattages marqués ou strictement nécessaires à l'accès (identifié et autorisé préalablement) des engins en haut de berge et à l'ouverture de trouées (identifiées et autorisées préalablement) limitées en nombre et en largeur pour le treuillage des embâcles et des abattages après ébranchage préalable des troncs à extraire (coupe des charpentières, treuillage en plusieurs étapes).

Afin d'éviter la propagation et le développement des espèces invasives, (la Canne de Provence, l'Ailante, l'Erable Negundo…) les coupes seront limitées au maximum dans les secteurs envahis, afin de maintenir la concurrence entre espèces. L'entreprise devra mettre en place les mesures nécessaires afin à ne pas transporter de fragments de végétaux exotiques envahissants d'un chantier à l'autre.

De plus, les dispositions suivantes seront respectées par le titulaire du marché :

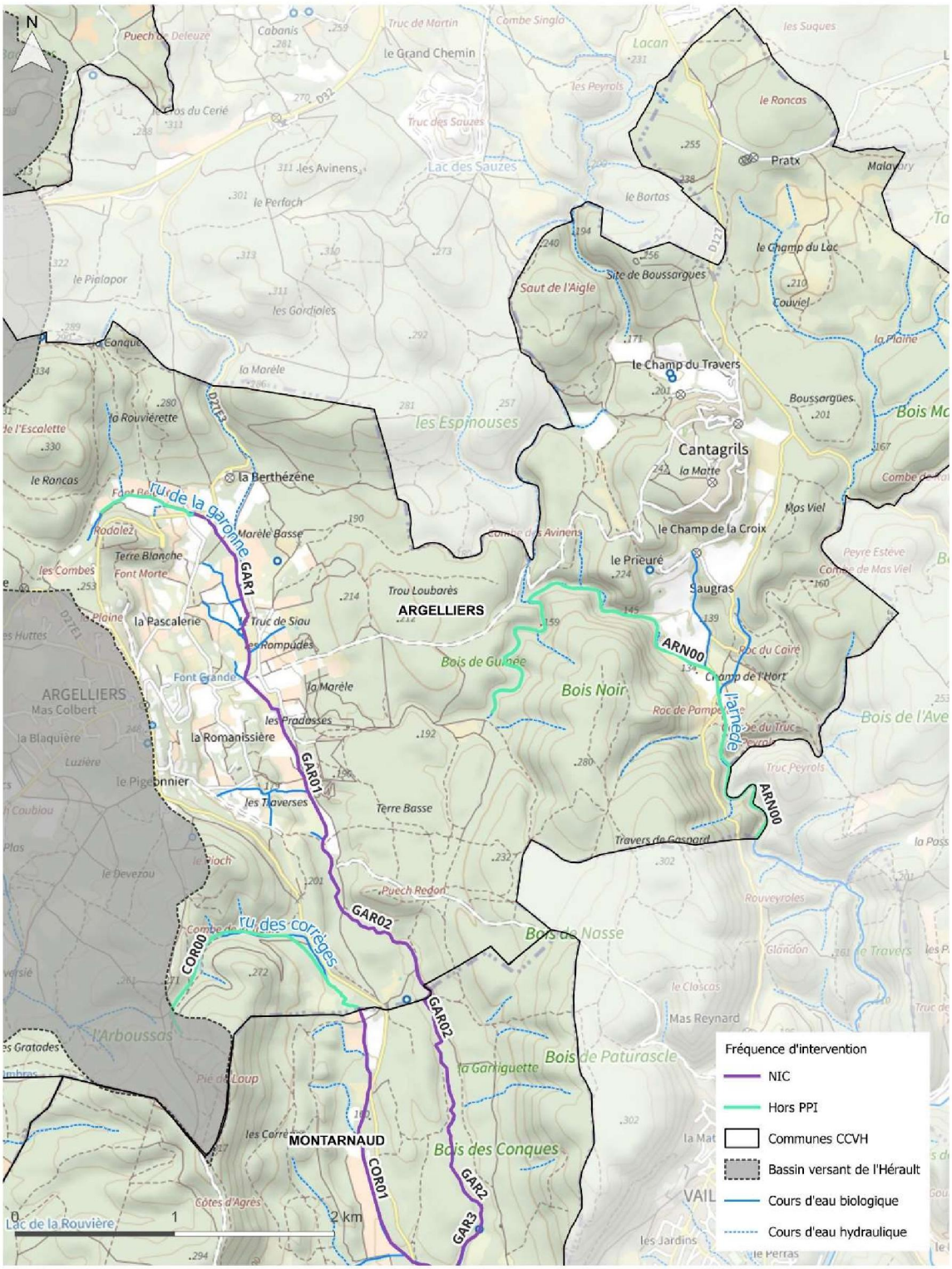
- Broyage des rémanents avec un broyeur à branches ou évacuation,
- Limitation du nombre et de l'emprise des trouées dans la végétation pour treuiller les embâcles et les bois (une trouée autorisée tous les 50m minimum),
- Interdiction de travailler sur sol détrempé,
- Le broyage mécanique au sol est interdit,
- Le broyage des rémanents dans la ripisylve est interdit,
- Le broyage des pistes de chantier et des zones d'abattages est interdit.

Afin de préserver la végétation en place, sur certains secteurs difficiles d'accès les petits embâcles sur berges, les petits abattages ou les rémanents pourront être débrisés sur place en 0.40 m maximum, les morceaux seront alors placés derrière le premier rideau de végétation.

Annexes - Cartes du PPI par commune

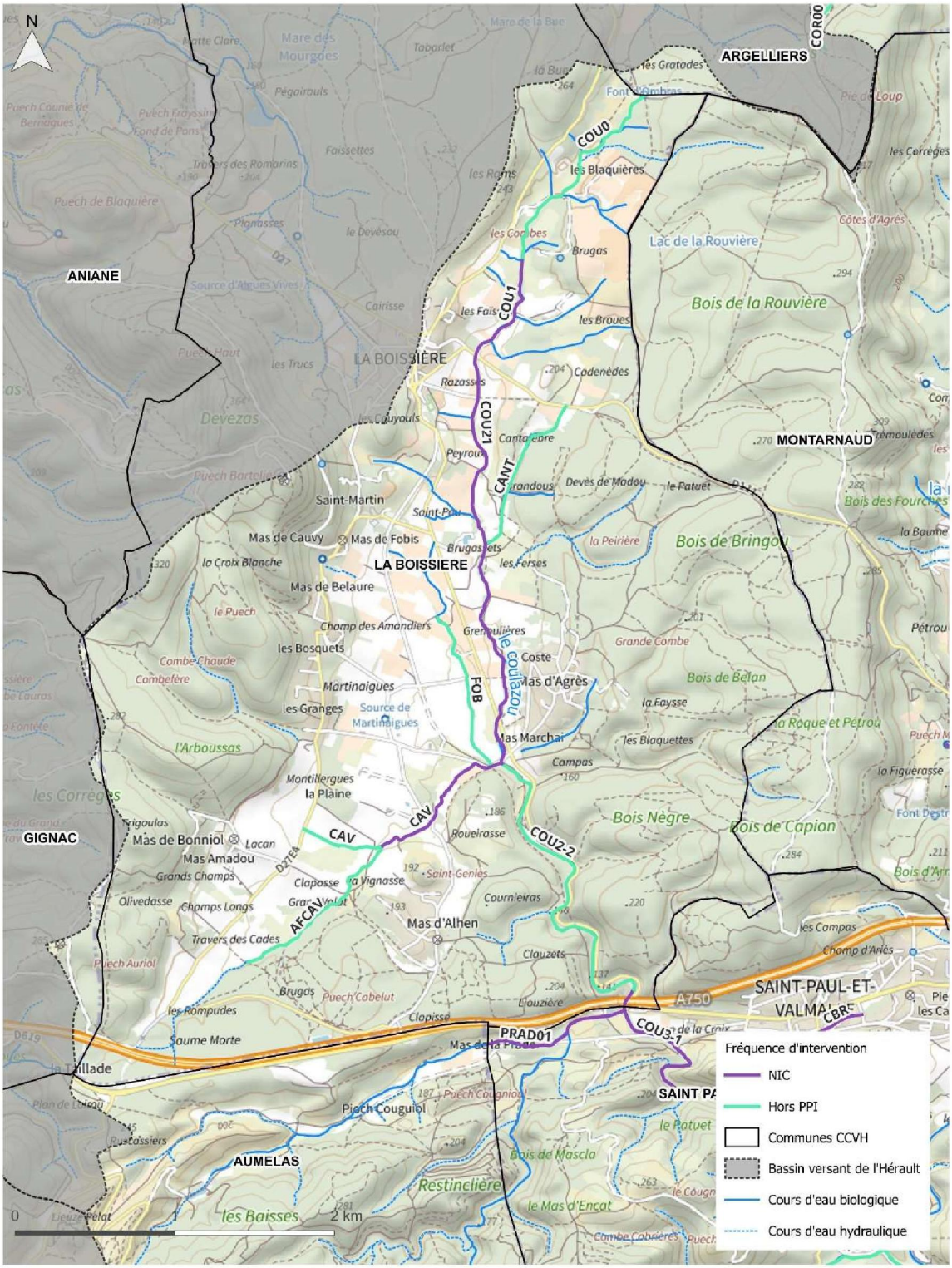
Programme pluriannuel d'intervention sur le bassin versant de la Mosson pour la période 2026-2030

Carte 11 Frequence d'intervention des travaux d'entretien à Argelliers



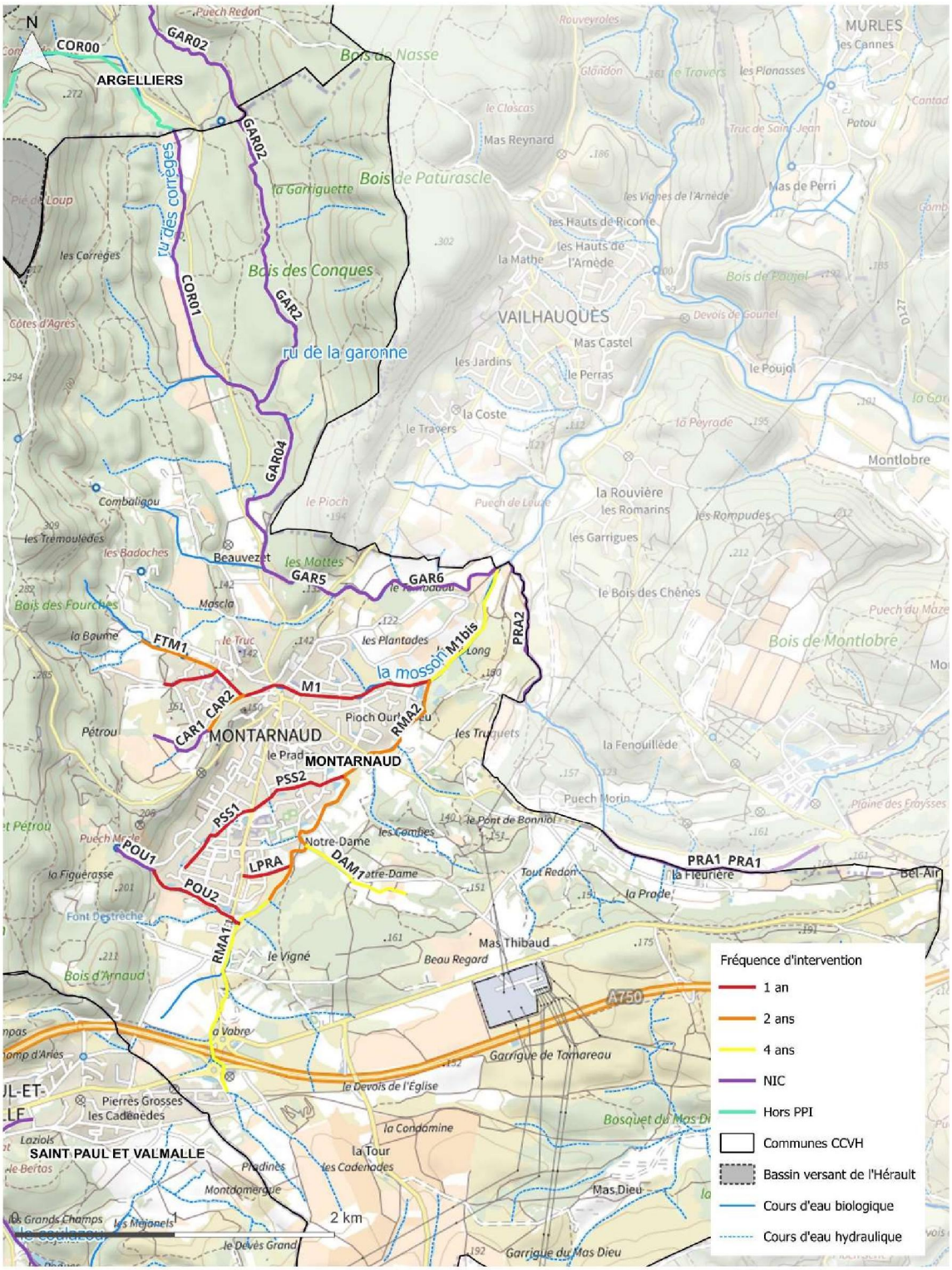
Programme pluriannuel d'intervention sur le bassin versant de la Mosson pour la période 2026-2030

Carte 12 Frequence d'intervention des travaux d'entretien à la Boissière



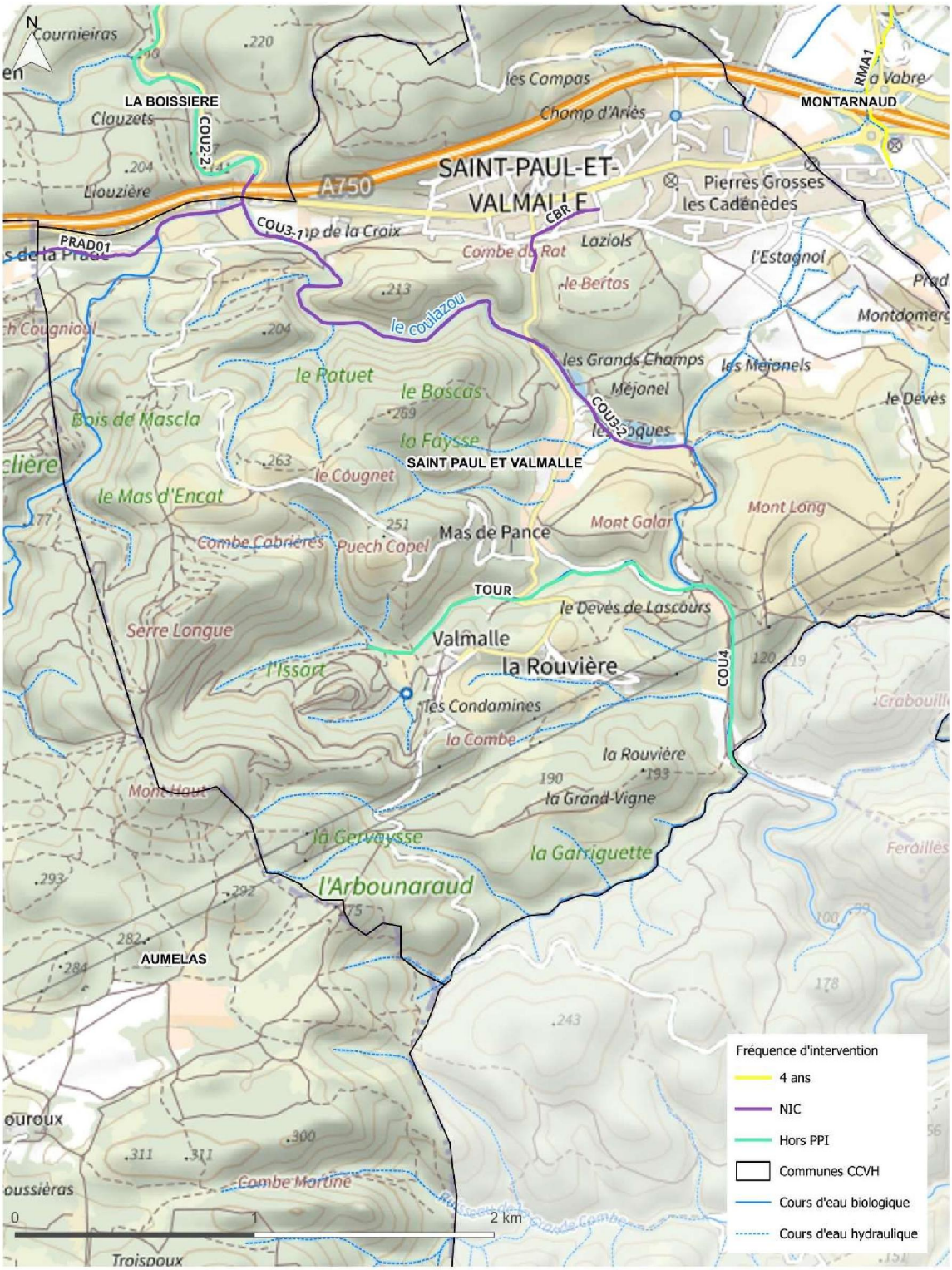
Programme pluriannuel d'intervention sur le bassin versant de la Mosson pour la période 2026-2030

Carte 13 Frequence d'intervention des travaux d'entretien à la Montarnaud



Programme pluriannuel d'intervention sur le bassin versant de la Mosson pour la période 2026-2030

Carte 14 Frequence d'intervention des travaux d'entretien à la Saint-Paul-et-Valmalle



VALLÉE DE L'HÉRAULT
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
Service des eaux

Programme pluriannuel d'interventions sur la Mosson et ses affluents 2026-2030

Dossiers réglementaires

Dossier approuvé par le conseil communautaire de la CCVH le XXXXX

Dossier établi dans le cadre des procédures suivantes :

La déclaration des travaux au titre des articles L.214-1 à 4 et L.214-6 du code de l'environnement

La déclaration d'intérêt général au titre de l'article L.211-7 du code de l'environnement (DIG)

L'évaluation des incidences Natura 2000 au titre des articles L414-4 et R414-19 du code de l'environnement

Version du 23/12/2024

Contact :
Lucie KERJEAN, Responsable GEMAPI
lucie.kerjean@cc-vallee-herault.fr
04 67 57 36 26

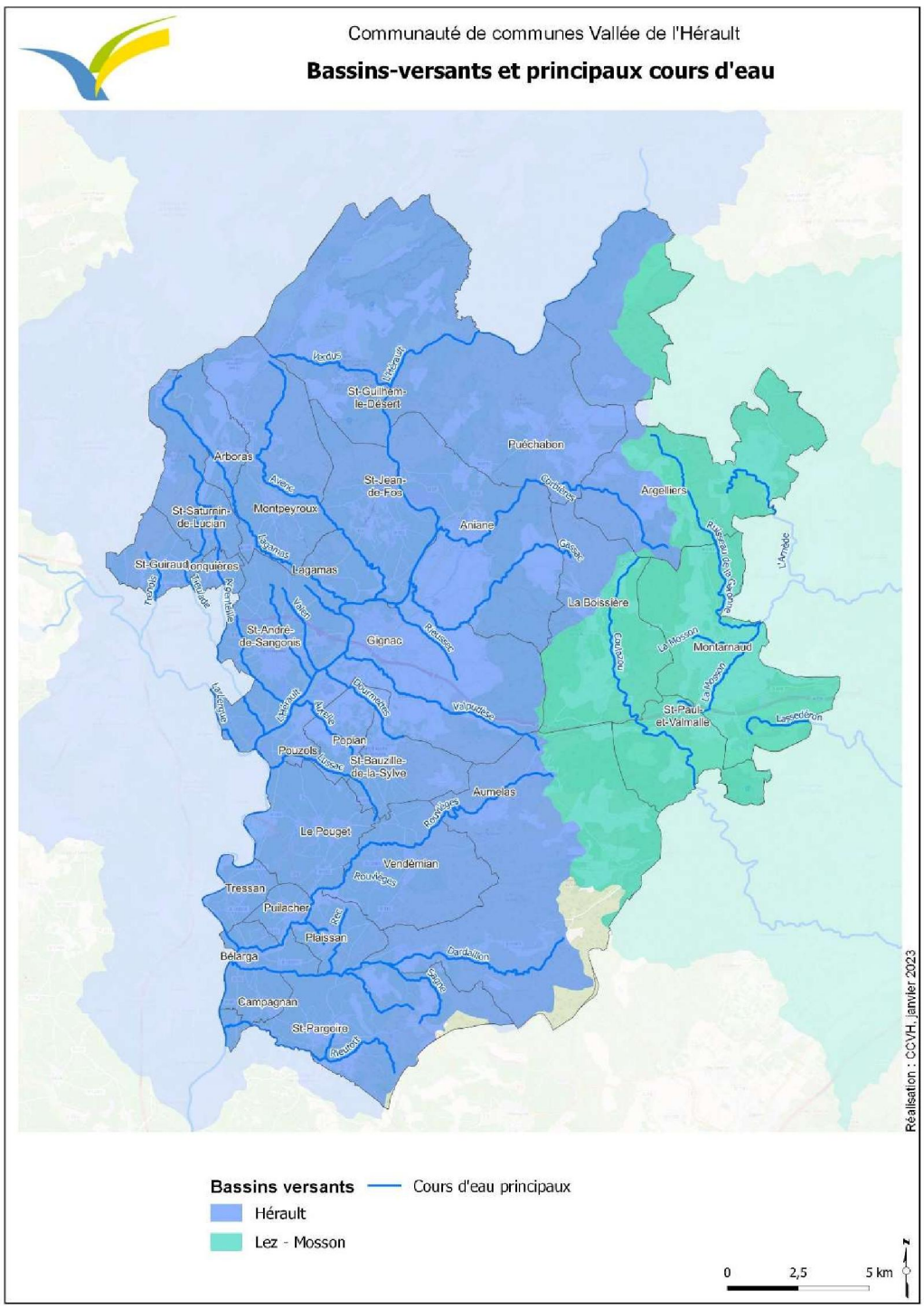
Table des matières

I. Préambule 3
II. Cadre réglementaire du programme pluriannuel d'interventions 5
III. Dossier de déclaration Loi sur l'eau 6
a) Identité du demandeur 6
b) Territoire concerné 6
c) Programme pluriannuel d'interventions sur la Mosson et ses affluents 8
1) Fréquence d'entretien des cours d'eau 9
2) Description des interventions 13
d) Compatibilité avec les documents supra 16
e) Incidences du projet 17
IV. Déclaration d'intérêt général 18
a) Cadre juridique 18
1) Dispense d'enquête publique 18
2) Droit de pêche 19
b) Identité du demandeur 19
c) Justifications de l'intérêt général 19
d) Description et estimation des travaux 24
V. Evaluation simplifiée des incidences Natura 2000 26
a) Identité du demandeur 26
b) Description du projet 26
1) Nature du projet : 26
2) Localisation 27
3) Etendue du projet 29
4) Etat des lieux écologique 32
5) Analyse des incidences du projet 34
6) Conclusions 35

I. Préambule

La Communauté de communes Vallée de l'Hérault regroupe les 28 communes du canton de Gignac. Sa population connaît une forte augmentation démographique et s'élève aujourd'hui à plus de 41 000 habitants. Son territoire s'étend sur une superficie de 481 km² soit 8 % de la superficie du département. Il est situé en partie sur deux bassins versants :

- Le bassin versant du Fleuve Hérault,
- Le bassin versant Lez-Mosson.



La CCVH est compétente en matière de Gestion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations (GEMAPI) depuis le 1er janvier 2018. Cette compétence est mise en œuvre par deux agents au sein de la direction de l'eau et fait l'objet d'une stratégie et d'une feuille de route dédiées, validées en conseil communautaire fin 2023.

Pour la mise en œuvre des différents items de la GEMAPI, définis à l'article L211-7 du code de l'environnement, la CCVH a acté dans sa stratégie[1] le positionnement suivant :

- Transfert ou délégation de l'item 1 aux EPTB. Le transfert de l'item 1 de la GEMAPI à l'EPTB Fleuve Hérault est effectif depuis le 1er janvier 2024.
- Gestion en direct des items 2, 5 et 8.

Un des axes de la stratégie GEMAPI de la CCVH vise la « *Gestion des milieux aquatiques dans un double objectif de préservation des fonctions écologiques et de prévention des inondations* ». Cet axe est décliné en objectifs opérationnels notamment la gestion des cours d'eau à travers le renouvellement et la mise en œuvre des programmes pluriannuels d'intervention.

Le programme pluriannuel d'intervention sur la Mosson et ses affluents, situés sur le territoire de la CCVH, objet du présent dossier, répond à cet objectif et entre dans le cadre de l'item 2 de l'article L211-7 du code de l'environnement, rédigé comme suit : « *L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau* ».

En 2019, un programme pluriannuel d'interventions (PPI) sur les cours d'eau du bassin versant du Lez a été élaboré par le Syndicat du Bassin du Lez. Les interventions prévues à ce PPI, sur le territoire de la CCVH, concernaient les cours d'eau situés sur les communes d'Argelliers, La Boissière, Montarnaud et Saint-Paul-et-Valmalle. Elles ont fait l'objet d'une déclaration d'intérêt général, pour une durée de 5 ans, par arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2020.
Depuis 2020, les interventions réalisées ont relevé de l'entretien de la Mosson et ses affluents.

De 2020 à 2023, ces interventions ont été réalisées dans le cadre d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage signée entre l'EPTB Lez et la CCVH, le 10 juillet 2020.
A partir du 1er janvier 2024, la CCVH a organisé ces interventions de manière autonome.

La déclaration d'intérêt général arrive à terme au 19 novembre 2025.
Le présent dossier a donc pour finalité le renouvellement de la déclaration d'intérêt général pour la mise en œuvre du programme pluriannuel d'interventions sur la Mosson et ses affluents pour la période 2026-2030.

[1] Stratégie de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault, Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations, validée en conseil communautaire le 25 septembre 2023

II. Cadre réglementaire du programme pluriannuel d'interventions

Le PPI 2026-2030 sur la Mosson et ses affluents, porté par la CCVH, entre dans le champ d'application de l'article L215-15 du code de l'environnement en tant qu'« *opérations groupées d'entretien d'un cours d'eau* ».
Cet article dispose que « *Lorsque les opérations constituant le plan de gestion sont soumises (…) à déclaration au titre de l'article L. 214-3, (…) la déclaration (vaut) approbation du plan de gestion.* »

Les actions d'entretien des cours d'eau prévues au PPI entrent effectivement dans le cadre des articles L.214-1 et R214-1 du code de l'environnement à la rubrique 3.1.5.0. : « *Installations, ouvrages, travaux ou activités dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet :*

- *Destruction de plus de 200 m² de frayères (A)*
- *Dans les autres cas (D)* ».

→ Le présent PPI n'est pas de nature à détruire des frayères de plus de 200 m², il est donc soumis à déclaration : Partie III du présent document.

Sur la base de l'article L215-15 du code de l'environnement, la déclaration au titre de la Loi sur l'eau aura donc valeur d'approbation du plan de gestion.

La liste nationale des documents de planification, programmes ou projets ainsi que des manifestations et interventions qui doivent faire l'objet d'une évaluation des incidences sur un ou plusieurs sites Natura 2000 est précisée à l'article R414-19 du code de l'environnement. Le point 3° vise « *Les installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-3 et mentionnés dans le tableau annexé à l'article R. 214-1* ».
→ Le présent PPI est soumis à évaluation des incidences Natura 2000. Le formulaire d'évaluation simplifiée des incidences Natura 2000 est en partie V du présent document.

L'article L215-15 du code de l'environnement dispose que « *le propriétaire riverain est tenu à un entretien régulier du cours d'eau. L'entretien régulier a pour objet de maintenir le cours d'eau dans son profil d'équilibre, de permettre l'écoulement naturel des eaux et de contribuer à son bon état écologique ou, le cas échéant, à son bon potentiel écologique, notamment par enlèvement des embâcles, débris et atterrissements, flottants ou non, par élagage ou recépage de la végétation des rives.* » Il est donc le premier responsable de l'entretien des cours d'eau.
Toutefois, au titre de l'article L211-7 du code de l'environnement, les collectivités territoriales et leurs groupements, compétents en matière de GEMAPI, peuvent réaliser des opérations d'intérêt général sur des parcelles privées. Pour ce faire une déclaration d'intérêt général est nécessaire.
→ Le présent PPI, pour sa mise en œuvre, nécessite une déclaration d'intérêt général, les éléments visant à justifier l'intérêt général des interventions prévues au PPI sont présentés en partie IV.

III. Dossier de déclaration Loi sur l'eau

Le PPI 2026-2030 de la Mosson et ses affluents sur le territoire de la CCVH entre dans le cadre de la rubrique :
3.1.5.0. : « *Installations, ouvrages, travaux ou activités dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet :*

- *Destruction de plus de 200 m² de frayères (A)*
- *Dans les autres cas (D)* ».

Les interventions prévues ne sont pas de nature à détruire des frayères de plus de 200 m², le PPI est donc soumis à déclaration.

a) Identité du demandeur

Dénomination	Communauté de communes Vallée de l'Hérault (CCVH)
Forme juridique	Etablissement Public de Coopération Intercommunale
SIRET	243 400 694 00127
Adresse du siège social	2 parc d'activités de Camalcé, BP15, 34150 GIGNAC
Représentant légal	Jean-François SOTO
Contact technique	Lucie KERJEAN lucie.kerjean@cc-vallee-herault.fr

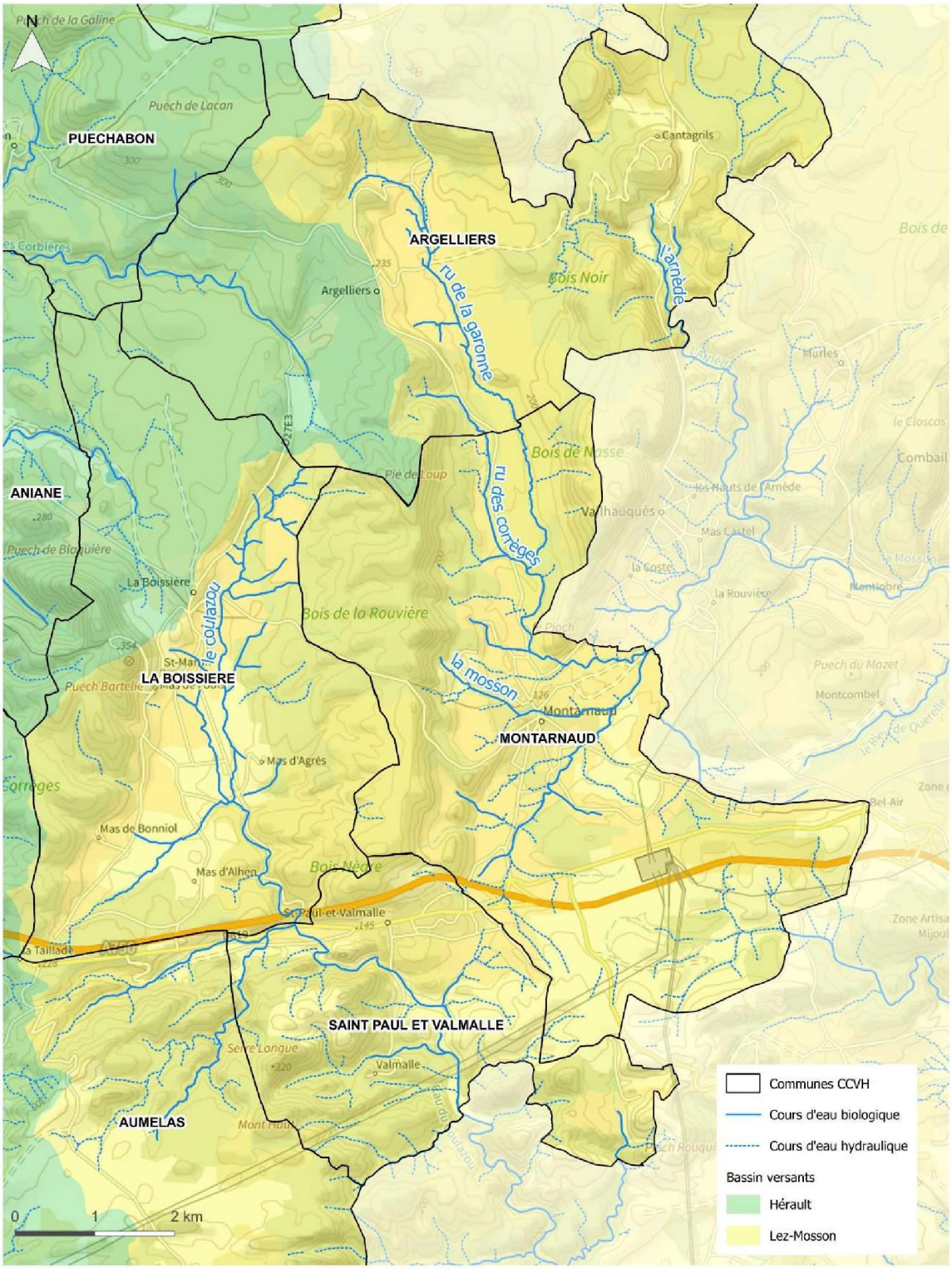
b) Territoire concerné

Le PPI concerne la partie du territoire de la CCVH située sur le bassin versant Lez-Mosson, soit les communes suivantes :

- Argelliers,
- Aumelas,
- La Boissière,
- Montarnaud,
- Saint-Paul-et-Valmalle.

Programme pluriannuel d'intervention sur le bassin versant de la Mosson pour la période 2026-2030

Carte 01 Bassin versant de la Mosson



c) Programme pluriannuel d'interventions sur la Mosson et ses affluents

Le précédent programme pluriannuel d'interventions a été mis à jour pour la période 2026-2030. Ses enjeux s'inscrivent dans la continuité de ceux précédemment identifiés :

- Gestion de la ripisylve,
- Gestion des écoulements.

L'objectif visé par la poursuite des actions d'entretien de la Mosson et ses affluents répond à l'axe 1 de la stratégie GEMAPI de la CCVH : « *La gestion des milieux aquatiques dans un double objectif de préservation des milieux aquatiques et de prévention des inondations* ».

Les interventions prévues au PPI visent donc le maintien et la restauration de la ripisylve, ainsi que la prévention du risque inondation.

1) Fréquence d'entretien des cours d'eau

Fréquences d'entretien

Les fréquences d'entretien des différents cours d'eau sont exposées dans le tableau ci-dessous :

Cours d'eau	Tronçon	Commune	Ml Berges	Ml Cours d'eau	Fréquence	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Font Martinier	**FTM1**	Montarnaud	1016	508	**2 ans**	Oui		Oui		Oui	
La Carbonnière	**CAR2**	Montarnaud	632	316	**2 ans**	Oui		Oui		Oui	
Les Pousses	**PSS1**	Montarnaud	1154	577	**1 an**	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
	PSS2	Montarnaud	1246	623	**1 an**	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Mosson	**M1**	Montarnaud	3586	1 793	**1 an**	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
	M1bis	Montarnaud	1786	893	**4 ans**	Oui				Oui	
Ruisseau des Mages	**RMA2**	Montarnaud	3989	1 994.5	**2 ans**		Oui		Oui		Oui
	RMA1	Montarnaud	2816	1 408	**4 ans**				Oui		
Ruisseau des Pouses	**POU2**	Montarnaud	1305	652.5	**2 ans**		Oui		Oui		Oui
Ruisseau las Pradas	**LPRA**	Montarnaud	609	304.5	**1 an**	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui

Quand les enjeux en terme de risque inondation et de gestion de la ripisylve sont moindres, les cours d'eau sont identifiés en non intervention contrôlée.
Les objectifs de ce type de gestion sont :

- La préservation de la possibilité d'évolution naturelle des sites concernés,
- La surveillance du niveau d'embâclement qui pourrait générer une augmentation du risque d'inondation en aval.

Les cours d'eau en non intervention contrôlée seront prospectés tous les trois ans et sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

Cours d'eau	Tronçon	Commune	MI Berges	MI cours d'eau	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Coulazou	**COU1**	La Boissière	1480	740						
	COU21	La Boissière	5548	2 774						
	COU3	La Boissière	235	117.5						
	COU3-1	Saint-Paul	1174	587						
	COU3-2	Saint-Paul	4556	2 278						
Combe du Rat	**CBR**	Saint-Paul	903	451.5						
La Carbonnière	**CAR1**	Montarnaud	880	440						
Ruisseau des Cavaliers	**CAV**	La Boissière	2076	1 038						
Ruisseau des Corrèges	**COR1**	Montarnaud	3905	1 952.5						
Ruisseau de la Garonne	**GAR02**	Argelliers	3316	1 658						
	GAR1	Argelliers	2660	1 330						
	GAR2	Montarnaud	2298	1 149						
	GAR3	Montarnaud	1598	799						
	GAR4	Montarnaud	2583	1 291.5						
	GAR5	Montarnaud	662	331						
	GAR6	Montarnaud	2616	1 308						
Ruisseau Notre-Dame	**DAM1**	Montarnaud	1425	712.5						
Ruisseau de Prade	**PRAD01**	Saint-Paul	1896	948						
Ruisseau de la Prade	**PRA1**	Montarnaud	1447	723.5						
	PRA2	Montarnaud	2024	1 012						
Ruisseau des Pouses	**POU1**	Montarnaud	549	274.5						

Interventions post-crue

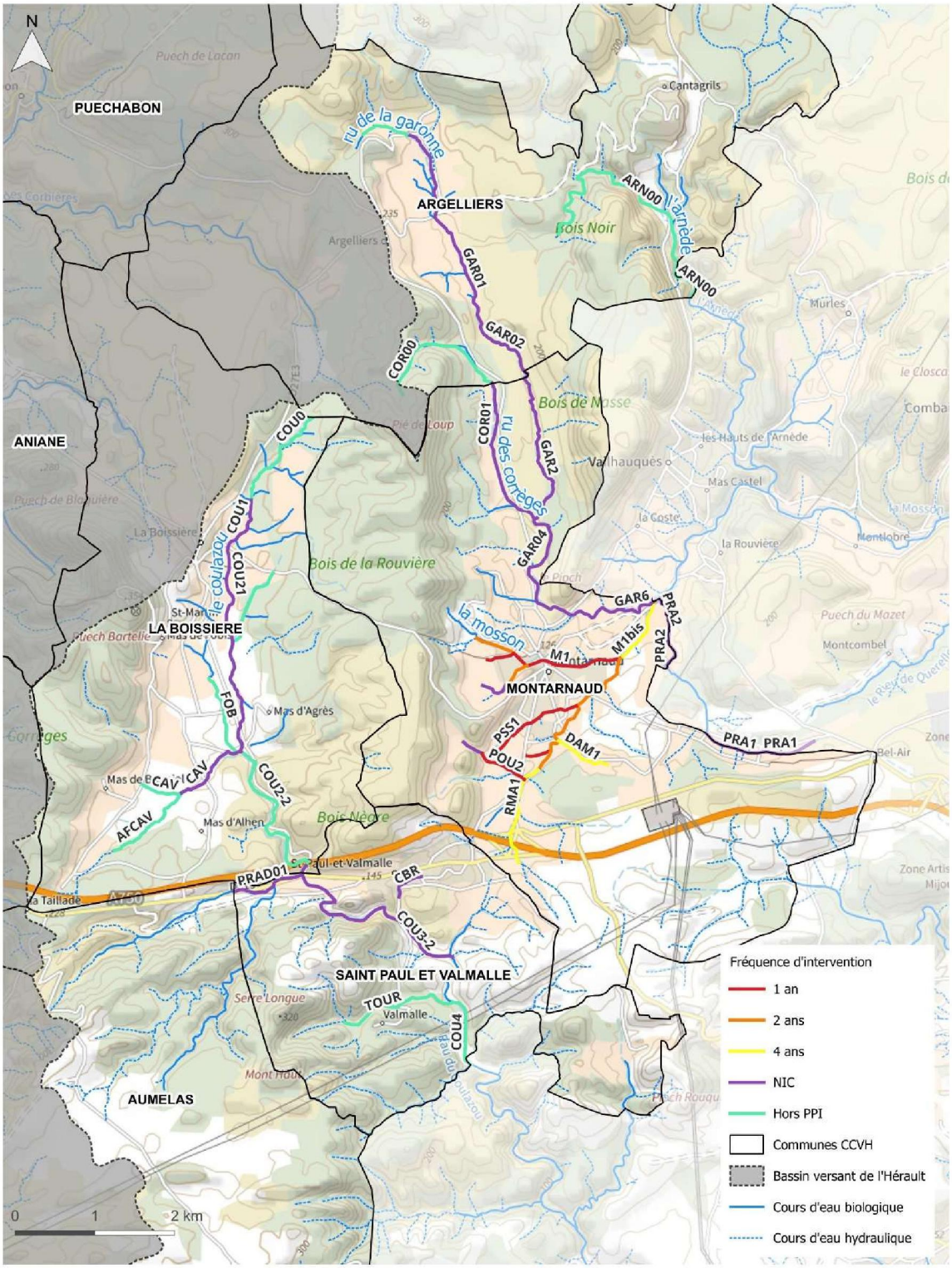
Suite à un évènement exceptionnel, des interventions de désembâclement peuvent être nécessaires en dehors des fréquences d'intervention prévues au PPI. La CCVH prévoit dans le cadre de ce PPI la possibilité d'intervenir dans pareil cas par les interventions décrites au point III.c)2).

Synthèse

Fréquence	Linéaire de cours d'eau concerné (ml)
Annuelle	3 297.5
Tous les 2 ans	3 471
Tous les 4 ans	2 301
Non intervention contrôlée	21 915.5
TOTAL	30 985

Programme pluriannuel d'intervention sur le bassin versant de la Mosson pour la période 2026-2030

Carte 03 Frequence d'intervention



Estimation financière du PPI 2026-2030

Les montants sont indiqués en hors taxe.

	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Interventions d'entretien sur les tronçons avec fréquence d'entretien définie	15 044€	17 834€	12 365€	22 058€	15 044€	17 834€
Interventions sur les cours d'eau en non intervention contrôlée	7 500€	7 500€	7 500€	7 500€	7 500€	7 500€
Total annuel	7 500€	7 500€	7 500€	7 500€	7 500€	7 500€
Montant total estimatif du PPI	**30 044€**	**32 834€**	**27 365€**	**37 058€**	**30 044€**	**32 834€**

2) Description des interventions

Les interventions prévues au programme pluriannuel d'interventions sur la Mosson et ses affluents pour la période 2026-2030 sur le territoire de la CCVH relèvent uniquement d'actions d'entretien de la ripisylve et des cours d'eau.

ENTRETIEN DE LA RIPISYLVE ET DES COURS D'EAU

Objectifs de l'action

- Assurer un bon écoulement des eaux dans le lit mineur
- Améliorer l'état sanitaire global en éliminant les arbres malades
- Favoriser le maintien d'une ripisylve bien structurée
- Protéger certains ouvrages particuliers en retirer les arbres poussant directement ou aux abords de ces ouvrages

Description des opérations

Débroussaillage aux abords des ouvrages de franchissement et au niveau des traversées des zones urbaines.

Il est impérativement réalisé manuellement et n'est pas systématique. Quand il est possible de maintenir la végétation, cette solution est privilégiée.

Abattage sélectif des arbres tombés, instables ou dépérissants pouvant participer à générer la formation d'un embâcle en aval.

Lors du diagnostic annuel, le technicien GEMAPI de la CCVH analyse si le risque est avéré ou potentiel en lien avec les enjeux situés en aval pour décider de l'abattage ou non de tel ou tel sujet. La coupe s'effectue par tronçonnage au plus proche possible du sol. Un tracteur forestier est ensuite employé pour extraire l'arbre abattu de la ripisylve. Le tronc est billonné, les morceaux sont laissés hors zone inondable pour permettre aux propriétaires de récupérer le bois de chauffe.

Elagage dans le cas de branches pouvant obstruer les écoulements ou pour éclaircir la ripisylve.

L'élagage est réalisé à la tronçonneuse au plus près du tronc.

Gestion des embâcles.

Bien qu'il soit privilégié de les conserver d'un point de vue préservation de la biodiversité, dans les traversées urbaines, il est nécessaire de les retirer pour limiter le risque inondation. Les embâcles sont retirés, après découpe éventuelle des troncs en unités adaptées, par treuillage ou câblage avec un tracteur forestier.

Retrait des déchets.

Lors des interventions d'entretien, quand des déchets sont présents et ne nécessitent pas de moyens particuliers pour leur retrait, ils sont extraits et envoyés en déchetterie adaptée.

Périodes d'intervention

La période optimale pour la réalisation des travaux en rivières va de la mi-août à la mi-novembre. Les travaux d'entretien de la Mosson et ses affluents sur le territoire de la CCVH seront donc réalisés sur cette période.
En cas d'interventions en post-crue relevant d'interventions d'urgence, elles pourront être réalisées à tout moment.

Relations avec les riverains

Pour l'organisation des interventions d'entretien sur les cours d'eau situés sur son territoire, la CCVH transmet systématiquement au préalable un courrier d'information, et une convention à signer, aux propriétaires des parcelles concernées par les travaux. Les propriétaires ont la possibilité d'être recontactés, s'ils le souhaitent, pour un échange téléphonique ou une rencontre sur site. L'envoi de ces courriers a aussi vocation à organiser la récupération du bois de chauffe.

Relation avec les communes concernées

Avant le lancement de la campagne annuelle d'interventions d'entretien, les mairies sont tenues informées des interventions programmées via une réunion en salle ou sur site.

Prescriptions techniques

La CCVH prévoit dans ces marchés de travaux pour la réalisation interventions d'entretien les dispositions suivantes.

Prévention des pollutions

Pour la réalisation des interventions, la CCVH veillera à la mise en œuvre des mesures suivantes par l'entreprise titulaire du marché de travaux pour la réalisation des interventions d'entretien :

- Interdiction de faire descendre des engins en fond de lit,
- Les stockages prolongés d'hydrocarbures et l'entretien des engins de travaux seront effectués en dehors du lit mineur du cours d'eau et hors des périmètres de protection rapprochée, des zones inondables et des sources et captages d'eau potable,
- Les engins connaissant une fuite quelconque de leur système hydraulique, d'alimentation en carburant ou de leur système de refroidissement, devront immédiatement cesser d'intervenir et être remorqués pour réparation, hors des abords de la rivière et des périmètres de protection de sources et de captages d'eau potable,
- La société de travaux devra disposer d'un kit antipollution (barrage de protection, absorbant hydrocarbures et conteneurs),
- Des barrages flottants à l'aval de la zone de chantier devront être mis en place, si l'entreprise se trouve dans l'impossibilité d'empêcher le départ de déchets au fil de l'eau ou leur récupération en aval,
- Les engins de chantiers devront utiliser une huile végétale,
- Le parking prolongé des engins de chantier se fera en dehors des périmètres de protection rapprochée des captages d'eau potable.

Respect de l'environnement et préservation de la biodiversité

Seront uniquement autorisés les abattages marqués ou strictement nécessaires à l'accès (identifié et autorisé préalablement) des engins en haut de berge et à l'ouverture de trouées (identifiées et autorisées préalablement) limitées

en nombre et en largeur pour le treuillage des embâcles et des abattages après ébranchage préalable des troncs à extraire (coupe des charpentières, treuillage en plusieurs étapes).

Afin d'éviter la propagation et le développement des espèces invasives, (la Canne de Provence, l'Ailante, l'Erable Negundo…) les coupes seront limitées au maximum dans les secteurs envahis, afin de maintenir la concurrence entre espèces. L'entreprise devra mettre en place les mesures nécessaires afin à ne pas transporter de fragments de végétaux exotiques envahissants d'un chantier à l'autre.
De plus, les dispositions suivantes seront respectées par le titulaire du marché :

- Broyage des rémanents avec un broyeur à branches ou évacuation,
- Limitation du nombre et de l'emprise des trouées dans la végétation pour treuiller les embâcles et les bois (une trouée autorisée tous les 50m minimum),
- Interdiction de travailler sur sol détrempé,
- Le broyage mécanique au sol est interdit,
- Le broyage des rémanents dans la ripisylve est interdit,
- Le broyage des pistes de chantier et des zones d'abattages est interdit.

Afin de préserver la végétation en place, sur certains secteurs difficiles d'accès les petits embâcles sur berges, les petits abattages ou les rémanents pourront être débrisés sur place en 0.40 m maximum, les morceaux seront alors placés derrière le premier rideau de végétation.

d) Compatibilité avec les documents supra

Nom du document	Date d'approbation	Prise en compte par le PPI
Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée Corse 2022-2027	Arrêté ministériel du 21 mars 2022	Le présent PPI s'inscrit dans la priorité : Restaurer les cours d'eau et réduire le risque d'inondation.
Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin versant du Lez	Arrêté préfectoral du 15 janvier 2015	Le présent PPI s'inscrit dans les objectifs : -Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques, des zones humides et de leurs écosystèmes pour garantir le maintien de la biodiversité et la qualité de l'eau, -Concilier la gestion des risques d'inondation avec le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et humides.
Plan de Gestion du Risque Inondation (PGRI) Rhône Méditerranée Corse 2022-2027	Arrêté préfectoral du 21 mars 2022	Le présent PPI s'inscrit dans l'objectif : Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.
Stratégie Locale de Gestion du Risque Inondation (SLGRI) du bassin du Lez et de la Mosson	Arrêté préfectoral du 23 juin 2017	Le présent PPI s'inscrit dans l'objectif : Préserver les capacités d'écoulement en améliorant le fonctionnement hydraulique général à l'échelle de sous-bassins versants.
Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) sur le bassin versant du Lez 2022-2028	Labellisé le 26 janvier 2022	Le présent PPI s'inscrit dans l'objectif : Protéger intelligemment les populations tout en respectant les fonctionnalités du milieu naturel

e) Incidences du projet

Les incidences potentielles des actions d'entretien de la ripisylve et des cours d'eau prévues au programme pluriannuel d'intervention sont présentées dans le tableau suivant.

Ressource en eau	Aucune incidence temporaire ou permanente sur le ressource en eau.	Aucune incidence
Milieu aquatique	Les interventions concernées touchent essentiellement les berges. Si certains travaux nécessitaient des interventions dans le lit mineur, les incidences sur le milieu aquatique seraient temporaires et moindres du fait de la période de réalisation des interventions (mi-août à mi-novembre).	Incidence résiduelle négligeable
Ecoulement	Incidence positive sur l'écoulement du fait du retrait des embâcles et des bois morts, limitant ainsi l'encombrement du lit des cours d'eau.	Incidence positive
Qualité des eaux	Les travaux concernent l'entretien de la végétation et le retrait des embâcles. Il n'y a pas d'incidences sur la qualité des eaux. Lors de la réalisation des travaux, le risque d'une pollution accidentelle du fait des engins employés est anticipé par les prescriptions techniques imposées aux entreprises de travaux par la CCVH.	Aucune incidence

IV. Déclaration d'intérêt général

a) Cadre juridique

L'article L215-15 du code de l'environnement dispose que « *le propriétaire riverain est tenu à un entretien régulier du cours d'eau. L'entretien régulier a pour objet de maintenir le cours d'eau dans son profil d'équilibre, de permettre l'écoulement naturel des eaux et de contribuer à son bon état écologique ou, le cas échéant, à son bon potentiel écologique, notamment par enlèvement des embâcles, débris et atterrissements, flottants ou non, par élagage ou recépage de la végétation des rives.* » Il est donc le premier responsable de l'entretien des cours d'eau.
Toutefois, au titre de l'article L211-7 du code de l'environnement, les collectivités territoriales et leurs groupements, compétents en matière de GEMAPI, peuvent réaliser des opérations d'intérêt général sur des parcelles privées. Pour ce faire une déclaration d'intérêt général est nécessaire.
Le programme pluriannuel d'interventions sur la Mosson et ses affluents pour la période 2026-2030 s'inscrit dans le cadre de l'item 2 de l'article L211-7 du code de l'environnement : « *L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau* ».
Le programme pluriannuel d'interventions sur la Mosson et ses affluents entre donc dans le champ d'application de la déclaration d'intérêt général.

1) Dispense d'enquête publique

L'article L151-37 du code de l'environnement dispose que sous réserve qu'ils n'entraînent aucune expropriation et que le maître d'ouvrage ne prévoit pas de demander une participation financière aux personnes intéressées, les travaux suivants peuvent être dispensés d'enquête publique dans le cadre de la procédure de déclaration d'intérêt général :

- Les travaux nécessaires pour faire face à des situations de péril imminent,
- Les travaux portant sur un cours d'eau couvert par un SAGE, directement liés à une inondation déclarée catastrophe naturelle, réalisés dans les trois ans qui suivent celle-ci et visant à rétablir le cours d'eau dans ses caractéristiques naturelles,
- **Les travaux d'entretien et de restauration des milieux aquatiques non soumis à autorisation environnementale.**

Le programme pluriannuel d'interventions sur la Mosson et ses affluents prévoit des travaux d'entretien des milieux aquatiques non soumis à autorisation environnementale et présentant les caractéristiques suivantes :

- Opérations groupées d'entretien régulier d'un plan de gestion tel que décrit à l'article L215-15 du code de l'environnement,
- Travaux ne relevant que des rubriques en procédure de déclaration Loi sur l'eau au titre de l'article L214-1 et suivants du code de l'environnement.

Le programme pluriannuel d'interventions sur la Mosson et ses affluents entre donc dans les cas de dispense d'enquête publique.

2) Droit de pêche

L'article L435-5 du code de l'environnement dispose que « *Lorsque l'entretien d'un cours d'eau non domanial est financé majoritairement par des fonds publics, le droit de pêche du propriétaire riverain est exercé, hors les cours attenantes aux habitations et les jardins, gratuitement, pour une durée de cinq ans, par l'association de pêche et de protection du milieu aquatique agréée pour cette section de cours d'eau ou, à défaut, par la fédération départementale ou interdépartementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique.*
Pendant la période d'exercice gratuit du droit de pêche, le propriétaire conserve le droit d'exercer la pêche pour lui-même, son conjoint, ses ascendants et ses descendants. »

Les cours d'eau concernés par le programme pluriannuel d'interventions sur la Mosson et ses affluents sont tous non domaniaux. Le droit de pêche sera en conséquence exercé soit par l'association locale agréée de pêche et de protection des milieux aquatiques ou à défaut, par la fédération départementale pour la pêche et la protection des milieux aquatiques de l'Hérault.

b) Identité du demandeur

Dénomination	Communauté de communes Vallée de l'Hérault (CCVH)
Forme juridique	Etablissement Public de Coopération Intercommunale
SIRET	243 400 694 00127
Adresse du siège social	2 parc d'activités de Camalcé, BP15, 34150 GIGNAC
Représentant légal	Jean-François SOTO
Contact technique	Lucie KERJEAN lucie.kerjean@cc-vallee-herault.fr

c) Justifications de l'intérêt général

La Mosson

Le tronçon M1 de la Mosson correspond à un secteur de Montarnaud présentant une urbanisation dense, la traversée du village est très aménagée : secteur canalisé, bétonné et protégé. Dans ce secteur, des débordements de la Mosson peuvent survenir fréquemment. En aval du pont de l'école, une forêt galerie s'est formée avec de beaux sujets de Laurier sauce. Dans la traversée du village, la ripisylve est totalement absente (secteur bétonné et enrochements dans le lotissement). Au vue des enjeux en présence, il apparaît judicieux de maintenir la fréquence d'entretien annuel.
Le tronçon M1bis démarre en aval de la station d'épuration de Montarnaud, le lit s'élargit et le faciès devient homogène (plat avec profondeur d'eau importante). La hauteur de berge devient plus marquée (3 à 4 mètres). La ripisylve est réduite en largeur, largement dominée par la Canne de Provence, et discontinue. Ici une fréquence d'entretien à tous les 4 ans, participera à accompagner une régénération de la ripisylve.

Ruisseau du Font Martinier

Le Font Martinier est un affluent rive droite de la Mosson situé sur la commune de Montarnaud.

Le tronçon FTM1 apparaît particulièrement encombré. Une fréquence d'entretien tous les 2 ans est nécessaire pour limiter l'encombrement de ce tronçon.

Ruisseau de la Garonne

La Garonne est un affluent rive gauche de la Mosson situé sur les communes d'Argelliers et de Montarnaud. Les différents tronçons de ce cours d'eau **(GAR01, GAR02, GAR1, GAR2, GAR3, GAR4, GAR5 et GAR6)** traversent des secteurs peu ou pas urbanisés, une non intervention contrôlée est adaptée sur ces tronçons.

Ruisseau des Corrèges

Le tronçon COR1 de ce ruisseau est situé au nord de la commune de Montarnaud.
Il présente une strate arborée moyennement dense et une strate arbustive dense, avec un état sanitaire globalement bon. Une non intervention contrôlée est adaptée sur ce tronçon.

Ruisseau de la Carbonnière

Le Font Carbonnière est un affluent rive droite de la Mosson en tête de bassin et à l'amont du bourg de Montarnaud.
Deux tronçons ont été identifiés du fait de la sectorisation du cours d'eau en :

- Une zone aval habitée : **CAR2**, justifiant un entretien tous les deux ans.
- Une zone amont correspondant à un secteur de vignes : **CAR1** pour lequel une non intervention non contrôlée est adaptée.

Ruisseau des Mages

Le ruisseau des Mages est un affluent rive droite de la Mosson qui conflue à l'aval immédiat du bourg de Montarnaud.
Deux tronçons ont été identifiés pour ce cours d'eau :

- Le ruisseau des Mages le long de la nationale 109 : **RMA1**. Il est aménagé comme un fossé. Une végétation typiquement méditerranéenne s'y est développée conjointement aux espèces inféodées aux cours d'eau, créant un embroussaillement important potentiellement préjudiciable aux bons écoulements en cas de crue. En eau à partir de la confluence du ruisseau de Notre Dame (DAM1), le lit, souvent obstrué, se rétrécit franchement jusqu'à la station d'épuration (moins de 5 mètres) et les berges sont de moins en moins hautes. Des clôtures en travers du lit créent des accumulations de végétaux qui obstruent le lit. Une intervention tous les 4 ans permet ici de limiter l'embroussaillement de ce tronçon.
- Le ruisseau des Mages au sud-est de la partie urbanisée du village : **RMA2**. Sa ripisylve est assez naturelle et diversifiée, mais certaines zones de friches sont envahies par la Canne de Provence. Son positionnement en partie urbanisée justifie une intervention tous 2 ans.

Ruisseau des Pousses

Le ruisseau des Pousses est un affluent rive gauche du ruisseau des Mages, à l'amont de Montarnaud. Le cours d'eau, défini en deux tronçons **(PSS1 et PSS2)**, est inclus dans le périmètre de la ZAC des Pradas, dans un secteur qui s'est fortement urbanisé ces dernières années.
Les berges étant peu élevées, des débordements peuvent être fréquents dans ce secteur où les habitations sont proches du cours d'eau. Une intervention annuelle sur ces tronçons est nécessaire pour participer à limiter les risques de désordres.

Ruisseau de Notre-Dame

Affluent en rive gauche du ruisseau des Mages, en aval de la confluence du ruisseau de Las Pradas, le ruisseau de Notre-Dame **(DAM1)** est un petit linéaire qui présente une friche en amont et un secteur de ripisylve plus entretenu en aval, au niveau de zones d'habitations, justifiant une non intervention contrôlée sur ce tronçon.

Ruisseau las Pradas

Au sud de la commune de Montarnaud, le linéaire de Las Pradas **(LPRA)** se retrouve sous la contrainte de nouvelles constructions dans le secteur de la ZAC des Pradas. Les habitations sont situées en bordure très proche de sa zone d'écoulement. Le lit mineur n'est pas nettement apparent : la morphologie générale de ce linéaire se rapproche d'un fossé collectant les eaux de pluies et de ruissellement en tête de bassin versant. Au vue des enjeux en présence, une intervention annuelle est nécessaire sur ce tronçon.

Le ruisseau des Pouses

Il est affluent rive gauche du ruisseau des Mages, à l'amont de Montarnaud.
Le tronçon amont **(POU1)** correspond à un secteur de garrigue sans enjeu particulier, pour lequel une non intervention contrôlée est pertinente. Le tronçon aval **(POU2)** traverse sur une zone récemment urbanisée, une intervention tous les deux ans est donc nécessaire sur ce tronçon.

Ruisseau de la Prade

La Prade est un affluent rive droite de la Mosson, **les tronçons PRA1 et PRA2** sont situés sur la commune de Montarnaud et font la limite communale avec Vailhauquès dans ce secteur.
Ces tronçons traversent des zones non urbanisées ou peu urbanisées. Une non intervention contrôlée se justifie dans ce secteur.

Le Coulazou

Le Coulazou est un important affluent en rive droite de la Mosson, avec huit tronçons, sur 27km.
Les tronçons situés sur le territoire de la CCVH vont de COU0 à COU4 et concernent la partie amont du cours d'eau. Ce cours d'eau présente un caractère très naturel.
Les tronçons COU1 et COU21 traversent la partie est du village de La Boissière, sont inclus dans le périmètre des zones humides de la Plaine de la Boissière et sont traversés par différents ouvrages de route départementale. Une non intervention contrôlée est intéressante pour ce secteur tant pour la prévention du risque inondation que pour la gestion de la ripisylve en lien avec le plan de gestion des zones humides de La Boissière.
Les tronçons COU3, COU3-1 et COU3-2, au sortir des gorges, en amont de la N109, entrent dans une petite plaine agricole. Le Coulazou inonde régulièrement ce secteur sur sa rive gauche. Son débit est augmenté par les eaux de ruissellement provenant des bassins de rétention situés en amont du secteur (commune de La Boissière). Une non intervention contrôlée est donc nécessaire sur ce tronçon.

Ruisseau des Cavaliers

Le ruisseau des Cavaliers, **tronçon CAV**, est un affluent rive droite du Coulazou. Des débordements sont observés en cas de crue au niveau de la confluence. Ce ruisseau est situé dans le périmètre des zones humides de la Plaine de La Boissière. Une non intervention contrôlée est intéressante pour ce tronçon tant pour la prévention du risque inondation que pour la gestion de la ripisylve en lien avec le plan de gestion des zones humides de La Boissière.

Ruisseau de Prade

C'est un affluent du Coulazou en rive droite, en aval de l'A750.

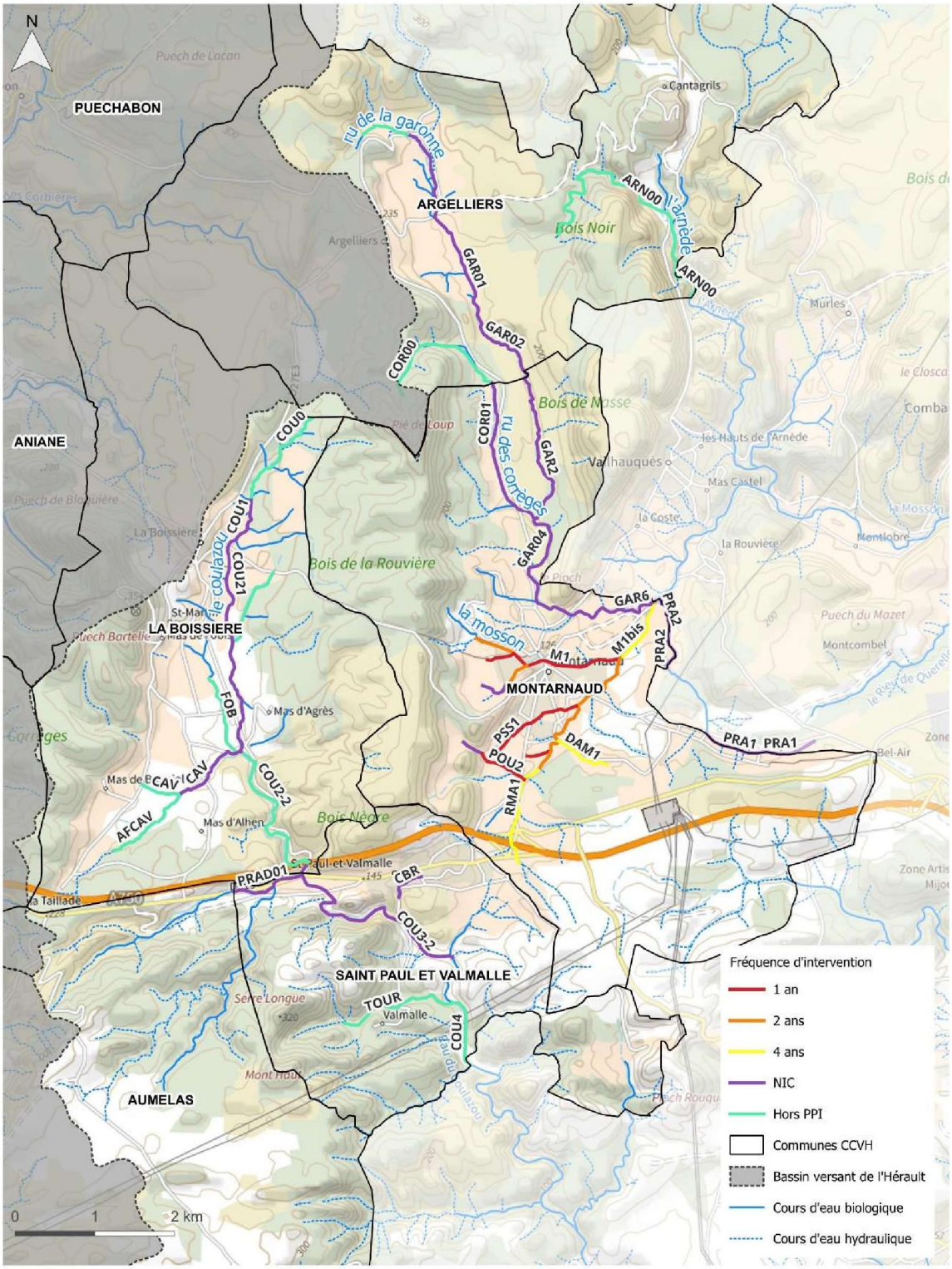
Le tronçon PRAD01 traverse une zone naturelle, il est à certains endroits sujet aux embâcles et des dépôts d'ordures ont été constatés, nécessitant ainsi une non intervention contrôlée.

Ruisseau de la Combe du Rat

Affluent du Coulazou, ce petit **tronçon CBR** situé sur la commune de St Paul et Valmalle tend vers un fonctionnement de réseau pluvial dans sa partie amont (traversée du village). Une non intervention contrôlée est pertinente ici pour limiter les risques de désordres en cas de crue.

Programme pluriannuel d'intervention sur le bassin versant de la Mosson pour la période 2026-2030

Carte 03 Frequence d'intervention



d) Description et estimation des travaux

Les interventions prévues au programme pluriannuel d'interventions sur la Mosson et ses affluents pour la période 2026-2030 prévoit uniquement des actions relevant de l'entretien de la ripisylve et des cours d'eau.

ENTRETIEN DE LA RIPISYLVE ET DES COURS D'EAU

Objectifs de l'action

- Assurer un bon écoulement des eaux dans le lit mineur
- Améliorer l'état sanitaire global en éliminant les arbres malades
- Favoriser le maintien d'une ripisylve bien structurée
- Protéger certains ouvrages particuliers en retirer les arbres poussant directement ou aux abords de ces ouvrages

Description des opérations

Débroussaillage aux abords des ouvrages de franchissement et au niveau des traversées des zones urbaines.

Il est impérativement réalisé manuellement et n'est pas systématique. Quand il est possible de maintenir la végétation, cette solution est privilégiée.

Abattage sélectif des arbres tombés, instables ou dépérissants pouvant participer à générer la formation d'un embâcle en aval.

Lors du diagnostic annuel, le technicien GEMAPI de la CCVH analyse si le risque est avéré ou potentiel en lien avec les enjeux situés en aval pour décider de l'abattage ou non de tel ou tel sujet. La coupe s'effectue par tronçonnage au plus proche possible du sol. Un tracteur forestier est ensuite employé pour extraire l'arbre abattu de la ripisylve. Le tronc est billonné, les morceaux sont laissés hors zone inondable pour permettre aux propriétaires de récupérer le bois de chauffe.

Elagage dans le cas de branches pouvant obstruer les écoulements ou pour éclaircir la ripisylve.

L'élagage est réalisé à la tronçonneuse au plus près du tronc.

Gestion des embâcles.

Bien qu'il soit privilégié de les conserver d'un point de vue préservation de la biodiversité, dans les traversées urbaines, il est nécessaire de les retirer pour limiter le risque inondation. Les embâcles sont retirés, après découpe éventuelle des troncs en unités adaptées, par treuillage ou câblage avec un tracteur forestier.

Retrait des déchets.

Lors des interventions d'entretien, quand des déchets sont présents et ne nécessitent pas de moyens particuliers pour leur retrait, ils sont extraits et envoyés en déchetterie adaptée.

Périodes d'intervention

La période optimale pour la réalisation des travaux en rivières va de la mi-août à la mi-novembre. Les travaux d'entretien de la Mosson et ses affluents sur le territoire de la CCVH seront donc réalisés sur cette période.
En cas d'interventions en post-crue relevant d'interventions d'urgence, elles pourront être réalisées à tout moment.

Relations avec les riverains

Pour l'organisation des interventions d'entretien sur les cours d'eau situés sur son territoire, la CCVH transmet systématiquement au préalable un courrier d'information, et une convention à signer, aux propriétaires des parcelles concernées par les travaux. Les propriétaires ont la possibilité d'être recontactés, s'ils le souhaitent, pour un échange téléphonique ou une rencontre sur site. L'envoi de ces courriers a aussi vocation à organiser la récupération du bois de chauffe.

Relation avec les communes concernées

Avant le lancement de la campagne annuelle d'interventions d'entretien, les mairies sont tenues informées des interventions programmées via une réunion en salle ou sur site.

V. Evaluation simplifiée des incidences Natura 2000

Les interventions prévues concernent des tronçons de cours d'eau qui ne sont pas situés en sites Natura 2000 hormis, en tout ou partie, les tronçons COU3, COU3-1 et COU3-2 du Coulazou.

a) Identité du demandeur

Dénomination	Communauté de communes Vallée de l'Hérault (CCVH)
Forme juridique	Etablissement Public de Coopération Intercommunale
SIRET	243 400 694 00127
Adresse du siège social	2 parc d'activités de Camalcé, BP15, 34150 GIGNAC
Représentant légal	Jean-François SOTO
Contact technique	Lucie KERJEAN lucie.kerjean@cc-vallee-herault.fr

b) Description du projet

1) Nature du projet :

La Communauté de communes Vallée de l'Hérault (CCVH) est compétente en matière de Gestion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations (GEMAPI) depuis le 1er janvier 2018. Cette compétence est définie aux items 1, 2, 5 et 8 de l'article L211-7 du code de l'environnement. L'item 2 vise notamment : « *L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau* ».
L'axe 1 de la stratégie GEMAPI de la CCVH, validée en conseil communautaire fin 2023 vise la « *Gestion des milieux aquatiques dans un double objectif de préservation des fonctions écologiques et de prévention des inondations.* ».

Le programme pluriannuel d'interventions (PPI) sur la Mosson et ses affluents pour le période 2026-2030 sur le territoire de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault s'inscrit dans ce cadre.
Sur la base d'un diagnostic de terrain, des fréquences et modalités d'intervention ont été définies pour les tronçons de cours d'eau relevant de l'intérêt général.

Les interventions prévues visent :

- La gestion de la ripisylve,
- La gestion des écoulements.

Et relèvent des actions suivantes :

- **Débroussaillage** aux abords des ouvrages de franchissement et au niveau des traversées des zones urbaines, réalisé impérativement réalisé manuellement,
- **Abattage sélectif** des arbres tombés, instables ou dépérissants pouvant participer à générer la formation d'un embâcle en aval.
- **Elagage** dans le cas de branches pouvant obstruer les écoulements ou pour éclaircir la ripisylve.
- **Gestion des embâcles** : Bien qu'il soit privilégié de les conserver d'un point de vue préservation de la biodiversité, dans les traversées urbaines, il est nécessaire de les retirer pour limiter le risque

inondation. Les embâcles sont retirés, après découpe éventuelle des troncs en unités adaptées, à l'aide par treuillage ou câblage avec un tracteur forestier.

- **Retrait des déchets** : Lors des interventions d'entretien, quand des déchets sont présents et ne nécessitent pas de moyens particuliers pour leur retrait, ils sont extraits et envoyés en décharge adaptée.

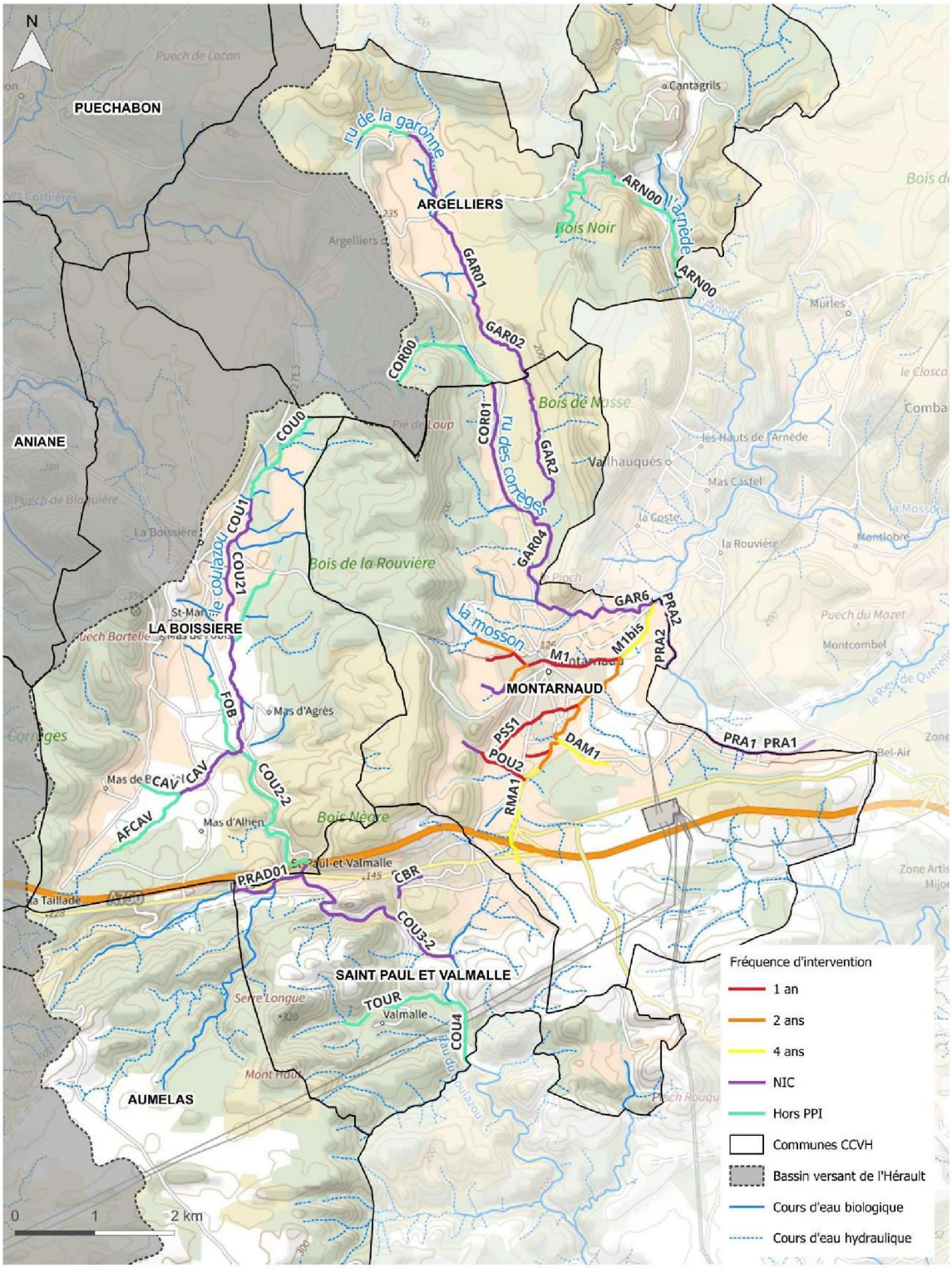
2) Localisation

Le PPI concerne donc les cours d'eau situés sur le bassin versant du Lez et de la Mosson et sur le territoire de la CCVH.

La carte ci-dessous présente les tronçons de cours d'eau concernés avec leur fréquence d'entretien. Plus la fréquence d'entretien est régulière, plus les enjeux en terme de risque inondation sont forts. Certains tronçons de cours d'eau sont en non intervention contrôlée. Une surveillance est effectuée tous les trois ans sur ces cours d'eau afin d'identifier les nécessités ou non d'entretien ponctuel.

Programme pluriannuel d'intervention sur le bassin versant de la Mosson pour la période 2026-2030

Carte 03 Frequence d'intervention



3) Etendue du projet

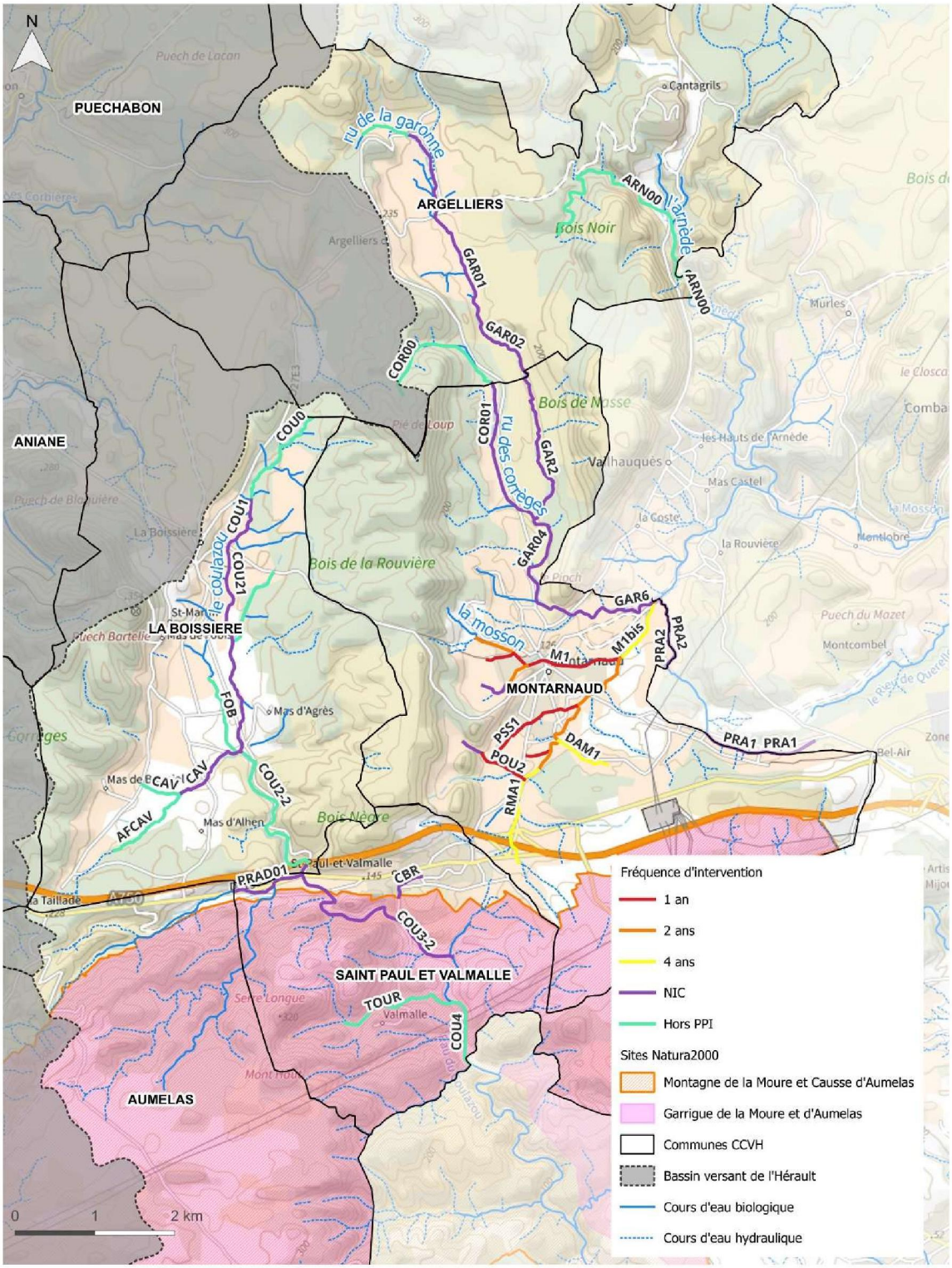
Le PPI concernent donc la Mosson et ses affluents situés sur le territoire de la CCVH, soit 31 km linéaires de cours d'eau avec la répartition suivante en terme de fréquence d'entretien :

Fréquence	Linéaire de cours d'eau concerné (ml)
Annuelle	3 297.5
Tous les 2 ans	3 471
Tous les 4 ans	2 301
Non intervention contrôlée	21 915.5
TOTAL	30 985

Les tronçons de cours d'eau concernés par une fréquence d'intervention plus régulière sont situés en dehors des sites Natura 2000 identifiés.
Seul les tronçons COU3, COU3-1 et COU3-2 du Coulazou en non intervention contrôlée sont situés, en tout ou partie, en site Natura 2000.
Leur partie située en site Natura 2000 représente un linéaire de 2.4km.

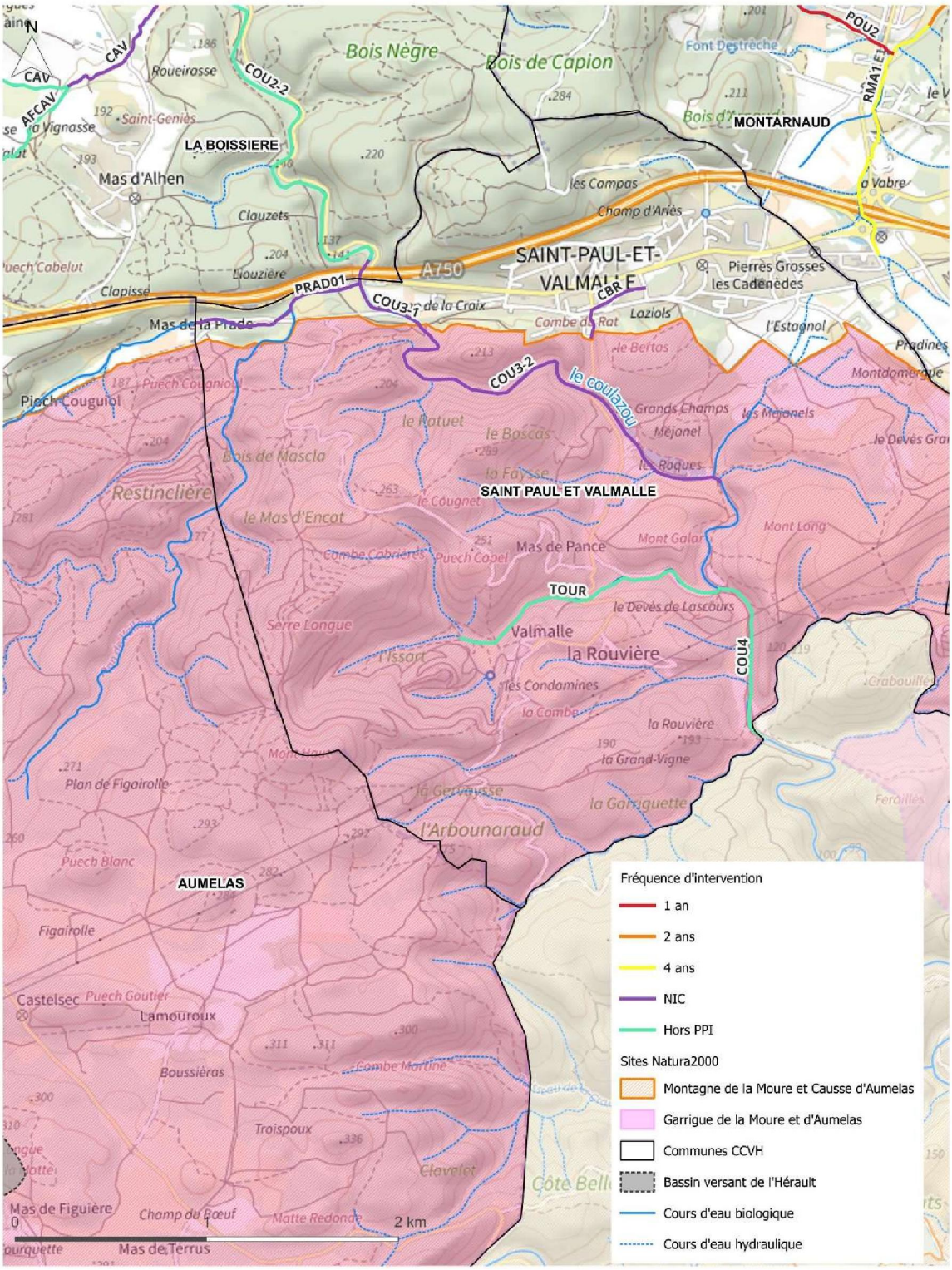
Programme pluriannuel d'intervention sur le bassin versant de la Mosson pour la période 2026-2030

Carte 04 Site Natura 2000



Programme pluriannuel d'intervention sur le bassin versant de la Mosson pour la période 2026-2030

Carte 10 Site Natura 2000 Saint-Paul-et-Valmalle



Les sites Natura 2000 concernés sont :

- FR9112037 : « Garrigues de la Moure et d'Aumelas »,
- FR9101393 : « Montagne de la Moure et Causse d'Aumelas ».

Il n'y a pas de travaux connexes à ceux prévus au PPI.

Les actions prévues au PPI n'ont pas de zone d'influence plus large que les tronçons identifiés.

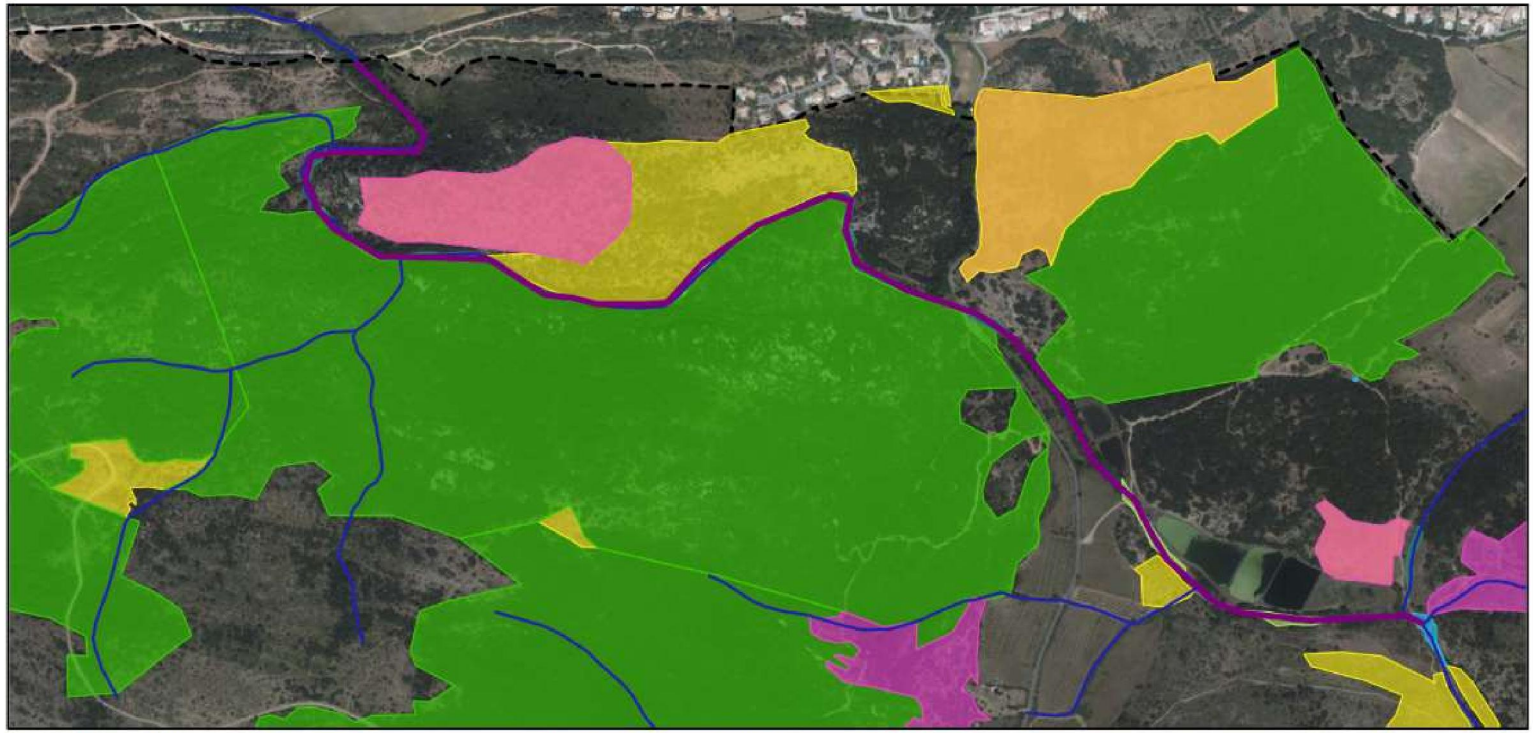
La période privilégiée pour la réalisation des interventions sur les tronçons concernés s'étend de mi-août à mi-novembre, en période de moindre sensibilité vis-à-vis de la biodiversité.

4) Etat des lieux écologique

A proximité des tronçons COU3, COU3-1 et COU3-2 situés en site Natura 2000 :

- Les milieux naturels présents sont des végétations scérophylles (Corine Land Cover 2018).
- Les habitats d'intérêt communautaire inscrits au formulaire standard de données sont :
  - 9340 - Forêt à Quercus ilex et à Quercus rotundifolia,
  - 3290 - Têtes de rivières et ruisseaux méditerranéens,
  - 5210-1 - Junipéraies à Génévrier oxycèdre
  - 6220 - Parcours substeppiques de graminées et annuelles du Thero-Brachypodietea
  - 3250-1 - Végétation pionnière des rivières méditerranéennes à Glaucière jaune et Scrophulaire des chiens.

Habitats d'intérêt communautaire



Impression à partir du Websig de la C.C.V.H. - 02/12/2024

Sur le site Natura 2000 FR 9101393, les espèces d'intérêt communautaire inscrites au formulaire standard de données et pouvant être impactées par des interventions sur les tronçons concernés sont :

Code Natura 2000	Nom scientifique	Nom commun	Milieux naturels en lien avec le PPI
1044	Coenargio mercuriale	Agrion de Mercure	Rivières
1083	Lucanus cervus	Lucane cerf-volant	Ripisylves Bois morts ou sénescents
1088	Cerambyx cerdo	Grand capricorne	Ripisylves Bois morts ou sénescents
1303	Rhinolophus hipposideros	Petit rhinolophe	Ripisylves
1304	Rhinolophus ferrumequinum	Grand rhinolophe	Ripisylves
1307	Myotis blythii	Petit murin	Ripisylves
1310	Miniopterus schreibersii	Minioptère de Schreibers	Ripisylves
1316	Myotis capacinii	Murin de Capaccini	Ripisylves
1321	Myotis emarginatus	Murin à oreilles échancrées	Ripisylves

Lors de l'élaboration du diagnostic écologique dans le cadre du document d'objectifs de ce site Natura 2000, le Grand rhinolophe et le Petit murin ont été observés à proximité des tronçons concernés.

5) Analyse des incidences du projet

Destruction et détérioration d'habitats d'intérêt communautaire :

Les habitats d'intérêt communautaire pouvant être impactés par des interventions sur les tronçons COU3, COU3-1 et COU3-2 sont :

- 3290 - Têtes de rivières et ruisseaux méditerranéens,
- 3250-1 - Végétation pionnière des rivières méditerranéennes à Glaucière jaune et Scrophulaire des chiens.

Destruction d'espèces d'intérêt communautaire :

Le diagnostic écologique n'a pas relevé d'espèces d'intérêt communautaire au niveau de la partie des tronçons COU3, COU3-1 et COU3-2 située en site Natura 2000. Toutefois, cela ne préjuge pas de l'absence d'espèces d'intérêt communautaire en cas d'interventions sur ces tronçons de cours d'eau.

→ Dans la mesure où les interventions sur les ripisylves et cours d'eau menées par la CCVH s'inscrivent dans l'axe 1 de sa stratégie GEMAPI : « *Gestion des milieux aquatiques dans un double objectif de préservation des fonctions écologiques et de prévention des inondations* », la direction de l'eau a développé certaines pratiques visant à adapter les interventions sur les cours d'eau et ripisylves aux enjeux de biodiversité en présence. Ces pratiques sont mises en œuvre que les interventions aient lieu ou non en site Natura 2000.

Ces pratiques se déclinent comme suit :

Abattage/élagage d'arbres :

- Identification préalable aux interventions de la présence éventuelle de chiroptères dans les arbres concernés par des abattages ou élagages,
- En cas de présence potentielle, appréciation de la nécessité ou pas d'intervenir vis-à-vis du risque inondation,
- En cas d'intervention nécessaire, mise en place de mesures d'évitement de la destruction d'individus par la mise en œuvre d'un protocole d'abattage adapté, notamment par la mise en place d'un cône d'exclusion ou système anti-retours une semaine à un mois avant l'abattage.

Retrait des embâcles : Lors du diagnostic de terrain, la dangerosité d'un embâcle d'un point de vue risque inondation est appréciée. L'intervention est programmée uniquement en cas de dangerosité avérée. Dès que c'est possible, les embâcles sont laissés en place.

Période d'intervention : les actions de mise en œuvre du PPI sont réalisées entre la mi-août et la mi-novembre afin de limiter les impacts sur la biodiversité dans cette période de moindre sensibilité.

→ Les interventions menées sur ces tronçons de cours d'eau seront adaptées pour éviter tout impact aux habitats et espèces d'intérêt communautaire.

Dérangement d'espèces d'intérêt communautaire

Les tronçons COU3, COU3-1 et COU3-2 sont identifiés en non intervention contrôlée dans le PPI. Si des interventions sont réalisées sur ce cours d'eau, elles seront ponctuelles.

→ Un dérangement pourrait être occasionné du fait des bruits des engins utilisés : débrousailleuses, tronçonneuses. Ce dérangement serait circonscrit au moment de la réalisation des interventions.

6) Conclusions

Le programme pluriannuel d'interventions sur la Mosson et ses affluents n'est situé qu'à la marge en site Natura 2000.

Les interventions prévues, et leurs modalités de mise en œuvre, visent, indépendamment de la démarche d''évaluation des incidences Natura 2000, l'équilibre entre les enjeux de prévention des inondations et de préservation des milieux aquatiques.

Dans cette perspective, depuis 2020, la Communauté de communes Vallée de l'Hérault a développé des pratiques visant à éviter d'impacter la biodiversité lors de la la réalisation des interventions de gestion des cours d'eau et ripisylves.

→ Il apparaît donc judicieux ici de conclure à l'absence d'incidences Natura 2000 du programme pluriannuel d'interventions sur la Mosson et ses affluents.